Dossier : Les ouvriers français sont des Arabes comme les autres

LE PLAN B

Mars 2006 — Critique des médias et enquêtes sociales — N° 1 - 2 euros

La question sociale ensevelie sous les faux débats

Le Plan B contre le fatalisme

Pourquoi *Le Plan B* ? Parce que le plan A et son modèle économique expirent. La transformation sociale n'est pas seulement souhaitable : elle est urgente. Mais le Parti de la presse et de l'argent fait obstacle au projet d'un autre monde : celui-ci lui convient tout à fait bien ! Journal de critique des médias, *Le Plan B* crève les haut-parleurs de la résignation qui répètent depuis un quart de siècle : « C'est comme ça, on n'y peut rien ». Il informe sur l'information, son fonctionnement, ses dévoiements, ses cadors. Il n'épargne ni les artistes tirelires, ni les intellectuels à gages, ni les chefs narcissiques de la contestation. Journal d'enquêtes sociales et de reportages, *Le Plan B* rend la parole à tous ceux que les journalistes ont voulu enterrer sous leur mépris. Il montre les intérêts communs des gens et des peuples que les puissants s'emploient à opposer. Devant lui, les rires sardoniques se libèrent et les « experts » tout-terrain détalent. Féru d'histoire populaire, *Le Plan B* rappelle avec tendresse que les sans-culottes suspendent parfois aux réverbères les hérons empanachés. *Le Plan B* est un journal indépendant, financé exclusivement par ses lecteurs ; son capital est réparti à parts égales entre ses fondateurs ; la publicité y est hors la loi. Il n'est lié à aucune organisation politique et s'oppose à la fois aux patrons qui plastronnent, à la droite qui les engraisse et à la gauche qui les courtise. Issus d'un travail collectif, les articles du *Plan B* ne sont pas signés. *Le Plan B* existe : faites-le connaître, diffusez-le, abonnez-vous !

AU MENU

Vive le populisme ?
Populisme : « *Dépeindre avec réalisme la vie des gens du peuple* » ; c'est l'injure préférée des journalistes. (P. 2)

Médias : qui possède quoi ?
La carte du Parti de la presse et de l'argent. (P. 10)

Boycotter *Libération* qui ment et licencie ?
« Euh… oui… bah… non » : la gauche radicale hésite. (P. 13)

Nouvelles chaînes, vieilles badernes Alain Minc saute sur la TNT. (P. 14)

Copieurs ! La critique des médias récupérée par les tartufes. (P. 15)

Tintin au Congo Daniel Cohen explique la mondialisation aux enfants. (P. 16-17)

EDF Quand le libéralisme fait sauter les plombs. (P. 18)

Émeutes Comment les Florentins brûlaient-ils des voitures avant l'invention de la voiture ? (P. 19)

Le procès de Jacques Séguéla (P. 20)



Le Courrier

JE NE M'ABONNE NI AU MONDE, NI À LIBÉ, NI AU NOUVEL OBS, NI À L'EXPRESS = J'ÉCONOMISE 500 € ET TOUT UN FATRAS DE CADEAUX ENCOMBRANTS, PLUS 3000 € DE CURE DE DÉSINTOXICATION CÉRÉBRALE –

arte

JE FAIS MES CALCULS – AVEC PLAN B, MON LIVRET A SORT GAGNANT – MERCI PLAN B –

* RÉDUCTION SPÉCIAL INTERMITTENT DU SPECTACLE)

– La dernière fois que j'ai envoyé un soutien financier il s'agissait de Libération sans commentaire – c'était il y a longtemps mais j'ai toujours pas digéré –

Si la même chose se reproduisait je me réserve le droit de vous poursuivre et laisse mandat à mes héritiers pour continuer ma "tâche".

Salut – merci et bonne chance

Evidemment que l'appel à "Le Plan B" est affiché en pleine page dans mon point de presse, point de vente classé précédemment sur le site Internet de "PLPL", "meilleure librairie de l'univers".
Apprenez, chère(e) s interlocuteurs anonymes que "PLPL" est dorénavant mis en valeur avec beaucoup d'amertume en pensant que ce média "de référence !" (voir le "PPA") me parviendra, via les MLP, confondu au milieu de "Nous Deux", "Point de Vue", "Détective" et autres "Gazette de l'Info" animé par "Adolf" Jamet en place de la relation privilégiée et directe que j'entretenais avec un plaisir non dissimulée avec "PLPL".
Quel dégoût à avaler la perfide matière!
Je pense ici au renoncement pervers à voter Mitterrand ou pourquoi pas Ségolène Royale !
Quand l'équipe inestimable des sardons se regarde dans la glace, à quoi pense-t-elle donc vraiment ?
Envoyez-moi bande de... 30 exemplaires supplémentaires de votre misérable supplique à faire la manche pour financer ce "PLAN B" de m... dont on ne verra vraisemblablement pas le jour pour que je promeuve votre putain de titre inespéré.
Maintenez-moi malgré tout dans votre réseau de m... car de nombreux naïfs continuent à espérer de vos tribulations.

« Je préfère ne pas être d'accord avec vous qu'être d'accord avec les autres »

J'espère pouvoir d'ici peu me procurer dans mon kiosque autre chose que Paris Turf, le seul quotidien véritablement bien informé actuellement sur le marché.

Merci d'avance et bon courage.

De temps en temps, je ne suis pas d'accord avec vous (uniquement sur l'Europe) mais je préfère ne pas être d'accord avec vous... qu'être d'accord avec les autres...

Va comprendre, Charles !

Continuez à fond les manettes !

« Va comprendre, Charles ! »

Je pense que votre position relative à l'absence de signature des articles est très juste. Un travail collectif ne se signe pas ou se signe collectivement ce qui revient au même. Cette démarche est salubre en ce sens qu'elle va à l'encontre de la personnalisation dominante dans la presse et dans les médias. Elle est le contre modèle du culte de l'individu et de l'intérêt particulier sur lequel s'appuie toute l'idéologie libérale actuelle. Elle donne la priorité aux idées et aux principes sur les personnes. Elle est

Direction de la publication : Gilles Balbastre
Direction granitique : Pierre Rimbert, Élodie Couratier, Serge Halimi
Direction du bon goût : Marc Pantanella, Mathieu Colloghan
Direction des études : Stéphanie Caboche, Philippe Monti
Direction tricéphale : Pierre Souchon, Damien Doignot, Denis Souchon
Direction picarde : Aline Dekervel, Fabian Lemaire, François Ruffin
Direction du savon à barbe : Mister Choubi, Yab, Denis Perais
Direction Palavas-les-Flots : Antoine Schwartz, Dominique Pinsolle
Direction délicieuse : Clothilde Dozier, Samuel Dumoulin
Direction assistée : Mathias Reymond, Julien Parent,
Direction logistique : Sébastien Marchal, Yvon Bureau, Benoît Breville, Arnaud Rindel
Direction de la propagande : Claude Pfeffer, Béatrice Vincent

Imprimé à l'imprimerie de l'Avesnois, 59440 Avesne-sur-Helpe
Commission paritaire n° 0906 G 80702
Le Plan B est édité par La Sardonie libre, sarl de presse ; RCS PARIS 488 135 443
Taulier : Marc Pantanella.

Le Plan B : 40, rue de Malte, 75011 Paris
Mèl : contact@leplanb/org
www.leplanb.org

Attention ! Nouvelle adresse du *Plan B* :

Le Plan B, 40 rue de Malte, 75011 Paris

www.leplanb.org - Abonnements et diffusion : admin@leplanb.org

Abonnement : 20 euros pour 10 numéros. Diffusion militante : commandez à l'avance des lots de 10 numéros pour 12 euros (frais de port compris)

Ce *Plan B*, c'est vraiment trop vulgaire. Chérie, tu as acheté les *Inrocks* ?

J'ai toujours eu un faible pour les crétins moustachus…

NOM : **PRENOM :**

ADRESSE :

Mèl :

☐ **J'apporte au Plan B un soutien de .... € (chèque à l'ordre de La Sardonie libre)**

☐ **Je m'abonne au Plan B (10 numéros) et vous joint un chèque de 20 € à l'ordre de La Sardonie libre.**

☐ **Je commande à l'avance ...... paquets de 10 numéros pour diffusion militante et vous envoie ...... x 12 € (frais de port compris)**

Vive le populisme ?

« Dépeindre avec réalisme la vie des gens du peuple » : voilà une ambition que les journalistes pourraient revendiquer. Ils ont préféré transformer le « populisme » en injure.

Rue de Solféri-yes, le 29 mai 2005 au soir, au siège du Parti socialiste, des militants s'exhibent badgés d'un *« Oui à l'Europe sociale »*. Ici, un élève de l'Essec (haute école de commerce), là un conseiller en stratégie financière, une dame qui parle de *« gap »* et de *« business »*, et Eduardo (du ministère de la Défense) qui explique au *Plan B* (plusieurs mois avant sa naissance) que *« les délocalisations, de toute façon, c'est bon pour la Pologne »*, que *« les usines n'ont plus d'avenir ici »*, qu'*« il faut créer des emplois à haute valeur ajoutée »*, etc. Bref, les partisans d'une gauche « moderne ».
Les résultats tombent. Mines déconfites, des pleurs discrets… Hollande est acclamé, Emmanuelli sifflé. Et tous de dénoncer, en chœur, ce peuple *« populiste »*.

Le populisme, maladie populaire

« Une épidémie de populisme. » Voilà le diagnostic qu'émet, dès le lendemain matin, le Professeur Serge July. Et, dans son unité de psychiatrie, de nombreux experts de la gauche moderne repèrent les mêmes symptômes : *« Le Non néerlandais renvoie en écho au Non français un même mot, "populisme" »*, *« Les gouvernements de droite comme de gauche n'ont cessé de flatter le populisme »* (*Libération*, 2.6.05 et 25.5.05), etc. La maladie paraît d'autant plus grave que sexuellement transmissible, *« pareille à une "vérole" antidémocratique que la France aurait propagée à travers l'Europe »* (Alain Minc dans *Le Figaro*, 11.4.05), et importée d'un Venezuela où *« Chavez le populiste »* (17.2.05) fait régner un *« populisme foncier »*. Elle a déjà contaminé la Pologne, devenue l'autre caniche européen de Bush (avec la Grande-Bretagne de Blair) et où *« un certain populisme souverainiste monte »* (27.4.05).

Cette grippe aviaire des esprits inquiète aussi *Le Plan B*. Sauf qu'un vague souvenir chagrine la rédaction : l'un de ses écrivains favoris, Yves Gibeau, l'auteur d'*Allons z'enfants* et de *Mourir idiot*, avait reçu le Prix du Roman populiste. Vérification faite : oui, c'était pour *Les Gros Sous*, en 1953. Et dans la foulée, nouvelle découverte : on avait remis cette distinction à Louis Guilloux, à Eugène Dabit, à Maurice Carême, à René Fallet, etc., eux dont on récite parfois les poésies à l'école primaire, dont les instituteurs livrent les textes en dictée. Ainsi, on couronnait autrefois de ce terme, « populiste », les meilleures plumes ; ces hommes s'en trouvaient ennoblis, c'était un genre de compliment. Aujourd'hui, voilà que les éditorialistes, les politiques, en usent comme d'une injure.

Poursuivant cette passionnante enquête, on ouvre le dictionnaire. Trois lignes : *« **Populisme**. n. m. – École littéraire qui cherche, dans les romans, à dépeindre avec réalisme la vie des gens du peuple. »* Étonnant, non ? Étonnant, car voilà qui pourrait constituer, un peu, au moins, la définition d'un journalisme : *« dépeindre avec réalisme la vie des gens du peuple »*. C'est presque le symbole d'un abandon, d'un reniement, que les journalistes aient sali, volé, trahi ce mot, qu'ils l'aient retourné en une insulte. Signe de leur renoncement à faire exister, dans leurs médias, ces *« gens du peuple »*.

Ainsi, au hasard, du *Nouvel Observateur*.
Qu'avons-nous lu, en 2003, année sélectionnée par *Le Plan B* parce que décrite par la Fondation abbé Pierre comme *« la plus mauvaise pour la construction de logements sociaux depuis 1953 »* ? Qu'avons-nous lu sur la pénurie de HLM dans cet hebdomadaire de la gauche moderne ? Rien. Pas un article. Mais trois numéros spéciaux, en revanche, sur l'immobilier (20 mars, 10 avril, 28 août), permettant à la rédaction de se poser des questions existentielles telles que : *« Où peut-on acheter encore ? »*. L'équipe de Laurent Joffrin et de Jacques Julliard se réjouit d'une *« bonne nouvelle en cette rentrée […] : la réforme du droit de succession »*, sans compter que les *« mesures incitatives à l'achat de biens destinés à la location ont encore été élargies »*, le tout suivi de judicieux conseils *« pour alléger l'impôt »*. Un reportage se penche, en longueur, sur les peines d'Alexandra et Nicolas (qui se sont *« rencontrés lors d'un stage de plongée en Égypte »*) : après une *« longue galère »*, ils ont *« trouvé des propriétaires pressés de vendre »*. Une bonne chose de faite. Il leur reste désormais à acheter une résidence secondaire : d'où cette Une sur *« la passion des maisons de campagne »* (7.8.03). Et le magazine s'adresse à ses lecteurs, pas du tout privilégiés : *« Notre équipe spécialisée dans l'immobilier a sélectionné pour vous les régions où l'on peut encore dénicher de bonnes affaires… »*

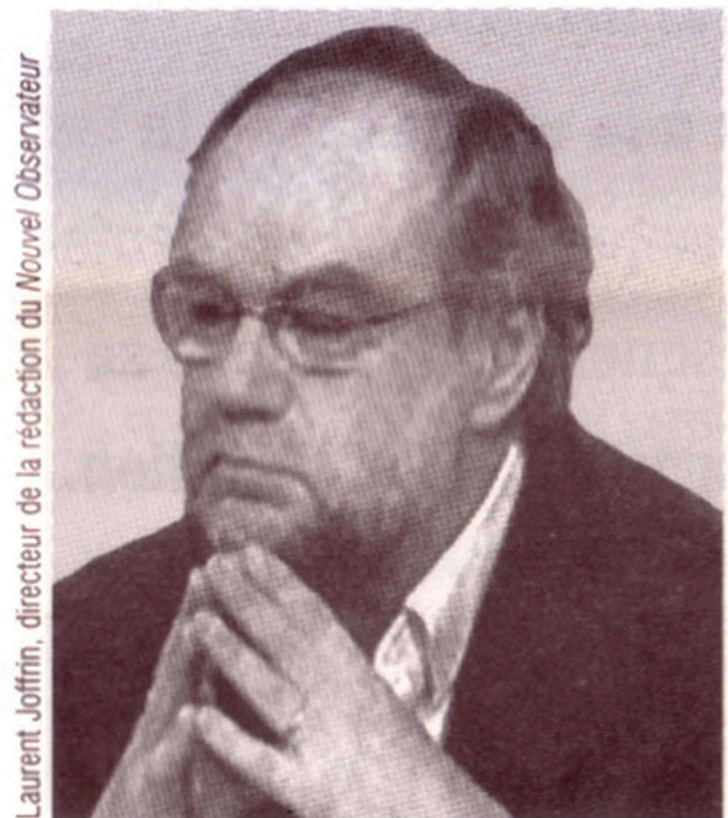
Quelle surprise, après pareille excursion, que ses reporters frôlent la syncope en pénétrant dans un HLM. Ici à Outreau : *« Monter les marches qui mènent vers les appartements […], c'est pénétrer dans un autre univers. […] Ici, on cuisine un chou au son criard d'une télévision. Là, un couple se dispute violemment. »*, etc. (24.1.02). Un *« autre univers »*, sans doute, que les mas du Lubéron ou le festival lyrique d'Orange ou d'Aix-en-Provence que Jacques Julliard commente chaque année dans *Le Nouvel Observateur* : *« La folie qui s'empare de l'esprit de Lucia envahit la scène et les cœurs. Quand il est traité comme ça, il n'y a pas d'art scénique qui atteigne à la grandeur de l'opéra »*…

Que lit-on, encore, sur les jeunes de Boulogne et d'ailleurs en quête d'emploi ? Rien, mais tout sur *« Joël Robuchon, stendhalien des fourneaux »*, qui *« dans son décor rouge et noir ressemble à un héros de l'énergie, pondéré, patient, ingénieux »* (19.6.03). Sans compter ces pages, intitulées « Les choses de la vie », que le regard confond avec les publicités pour Louis Vuitton ou Lancôme : star de cette semaine (3.7.03) : *« la couleur orange »*, avec un *« sac Helmut Lang chez Colette »* à 525 euros, des *« ballerines Pierre Hardy »* à 410 euros, un *« minishort Max Mara »* à 165 euros, un *« blouson Cacharel »* à 558 euros, etc. Les choses de *leur* vie.

Après pareils élans populaires, quelle surprise que ce « newsmag » condamne, hier, le *« discours populiste de Pierre Bourdieu »*, et qu'il s'alarme avec Jacques Julliard du *« vertige populiste »* qui saisit l'Europe, de cette *« dégénérescence plébéienne, parfois même populacière, de la démocratie »* tandis que son collègue Serge Raffy tonne qu'*« il faut dire aux Français : "Oui, les problèmes sociaux, votre petit confort personnel, eh bien, aujourd'hui, ça doit se placer en second" »* (I-Télévision, 29.3.05).

C'est un tout petit milieu, de journalistes, d'artistes, de politiques, d'intellectuels. Combien sont-ils ? Une poignée. Mille, deux mille, trois mille, le gratin des classes moyennes. Parisiens dans ce Paris banlieue de Neuilly qui vote à 60 % pour le Oui (contre 79 % des ouvriers pour le non, 67 % des employés, 71 % des chômeurs, d'après la Sofres). Ils se fréquentent entre journalistes-artistes-politiques-intellectuels. Ils s'auto-enfument et se prétendent « la France » dans les journaux, télés et radios, qu'ils monopolisent. Ils décident, ou influencent les choix contre notre *« petit confort personnel »* (jamais le leur). *Le Plan B* leur fera la guerre.

Comment les reconnaître ?



Sujet sain



Sujet atteint de populisme

Dans *L'Express* du 23 février 2006, questionnaire de Proust à Michel Denisot, directeur des chaînes thématiques de Canal plus et directeur artistique de la cérémonie des Césars :

Q : – Vos héros aujourd'hui ?
R : – Des sportifs comme Zidane et Ronaldinho. Ou Thierry Henry.
[…]
Q : – Que détestez-vous plus que tout ?
R : – Le populisme.

Dossier



Les ouvriers français sont des Arabes comme les autres

Lorrains, Alsaciens, ils travaillent par dizaines de milliers dans les pays frontaliers comme ouvriers et employés. À leur tour, ces Français devenus « immigrés » subissent des discriminations. Car le racisme n'est pas tant lié à la culture ou à la religion qu'à la question sociale : il découle du pouvoir qu'ont les puissants d'alimenter une concurrence permanente entre ceux qui risqueraient sinon de se révolter. De retour de Lorraine, *Le Plan B* en apporte la démonstration.

Le 24 juin 1992, un Jean-Marie Cavada extatique célébrait sur FR3 « L'adieu à la classe ouvrière » dans son émission La *Marche du siècle.* Adieu à la classe ouvrière ? Dans le bassin d'emploi de Thionville, en Lorraine, les coassements emberlificotés de Cavada ont renforcé la conviction (déjà bien enracinée) que les médias mentent au service des patrons qui plastronnent : en 1999, la moitié des hommes actifs sont ouvriers et 60 % des femmes employées.

Du travail, beaucoup vont en chercher en Belgique, en Allemagne et, surtout, au Luxembourg. Car le « Lux », c'est à la fois le paradis du spéculateur et l'Eldorado du chômeur. Un pays de 450 000 habitants, une fiscalité qui régale les banquiers et délecte les multinationales, une croissance dopée par un secteur financier tentaculaire, des salaires bien plus élevés qu'en France… Asphyxiée par les fermetures d'usines, la Moselle en devient peu à peu la banlieue. Chaque matin, près de 60 000 Lorrains partent gagner leur vie au grand-duché. Travailleurs immigrés le jour, ils regagnent leur domicile le soir par les routes encombrées (*lire p. 7* « Mobilité, flexibilité : Bruxelles rééduque les frileux »).

« On a fait venir les Arabes en France pour faire le sale boulot. Nous, on est pareils : les Luxembourgeois nous appellent "les Arabes". On est les Arabes du Luxembourg. En France, je ne trouvais pas de boulot. J'étais vendeuse de métier. J'ai fait toute la région, je ne trouvais pas ou alors du temps partiel : 19 heures par semaine. À l'époque j'avais 2 000 francs par mois. Après, j'ai eu la chance de trouver là-haut, au Luxembourg : ça multiplie par presque cinq. » Gabrielle Baldini travaille dans le restaurant d'une station-service ouvert 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. L'un des plus gros débits d'Europe : la file des poids lourds assoiffés de gasoil s'étire parfois sur 500 mètres au bord de l'autoroute (*lire p. 6* « Au bonheur des dames »*)*. Gabrielle fait les postes : deux jours le matin, deux jours l'après-midi, deux jours de nuit – *« d'où les poches sous les yeux »* ; deux jours de repos et le cycle recommence. Dimanches et fêtes compris. Le rythme en 2-2-2 épuise. *« Je commence à le sentir,* admet-elle. *La nuit, je ne dors pas ; le sommeil vient quand il faut se lever. »* Sans parler de la vie de couple. Le fiancé de Gabrielle fait lui aussi les postes. *« Quand je quitte mon boulot à minuit, je rentre à 1 heure du matin, lui, il se lève à 4 h 30. La semaine dernière, je lui ai dit au revoir le mardi, je lui ai redit bonjour le vendredi. »*

> « On a fait venir les Arabes en France pour faire le sale boulot. Nous, on est pareils : les Luxembourgeois nous appellent les Arabes. On est les Arabes du Luxembourg. »

Libre échange d'ouvriers

« Pour les Luxembourgeois, nous, on est les Arabes. Les Arabes sont venus faire la merde chez nous et nous, on vient faire la merde chez les Luxos. »

Mêmes mots, même parallèle : ce n'est plus Gabrielle Baldini mais Georges Jaeger, vigile dans une compagnie financière luxembourgeoise, qui parle. *« J'assume la sécurité du bâtiment mais, ma sécurité à moi, elle est nulle. Je travaille tout seul, toujours tout seul. »* Un emploi que dédaignent les autochtones. « *Ça ne paye pas assez pour eux. Leur train de vie, là-bas, est tellement élevé. Nous, on vit bien avec 12 000 francs par mois, mais eux, il leur en faut plus. »*

« Le Lorrain, d'où il vient ? Il descend du train. » Le proverbe du cru rappelle que des générations d'Italiens, de Polonais, d'Ukrainiens, de Portugais, de Maghrébins se sont succédées dans les mines et les usines lorraines. À leur arrivée, tous ont enduré le racisme de ceux qui les précédaient. Le combat social a permis aux premiers de se fondre dans le creuset ouvrier[1]. Derniers arrivés et premiers frappés par la récession industrielle qui dure depuis trente ans, les ouvriers d'Afrique du Nord et leurs enfants subissent toujours la xénophobie. Mais, qu'ils soient lorrains de longue date ou non, les travailleurs frontaliers sont considérés comme une main-d'œuvre étrangère par les employeurs du grand-duché. En France, Saïd Bouali pâtit de la discrimination qui frappe

• • •

Toute la misère d'Europe

Quand Laurent Fabius expliqua en 1984 que Jean-Marie Le Pen posait *« les bonnes questions »*, quand Michel Rocard refusa six ans plus tard d'accueillir *« toute la misère du monde »*, les Luxembourgeois rigolèrent doucement. Parce que le dynamisme de leur économie le permettait, ils accueillaient « toute la misère de l'Europe » qui se pressait à leurs portes : elle était portugaise, française, belge et allemande. En 2005, les travailleurs frontaliers représentent à eux seuls 40 % des 290 000 salariés au grand-duché. Sur les chantiers, ils côtoient les immigrés de longue date, souvent portugais, qui habitent au Luxembourg : 3 salariés sur 10 sont « résidents étrangers ». Seul un tiers des travailleurs sont luxembourgeois. Qui a parlé de « seuil de tolérance » ?

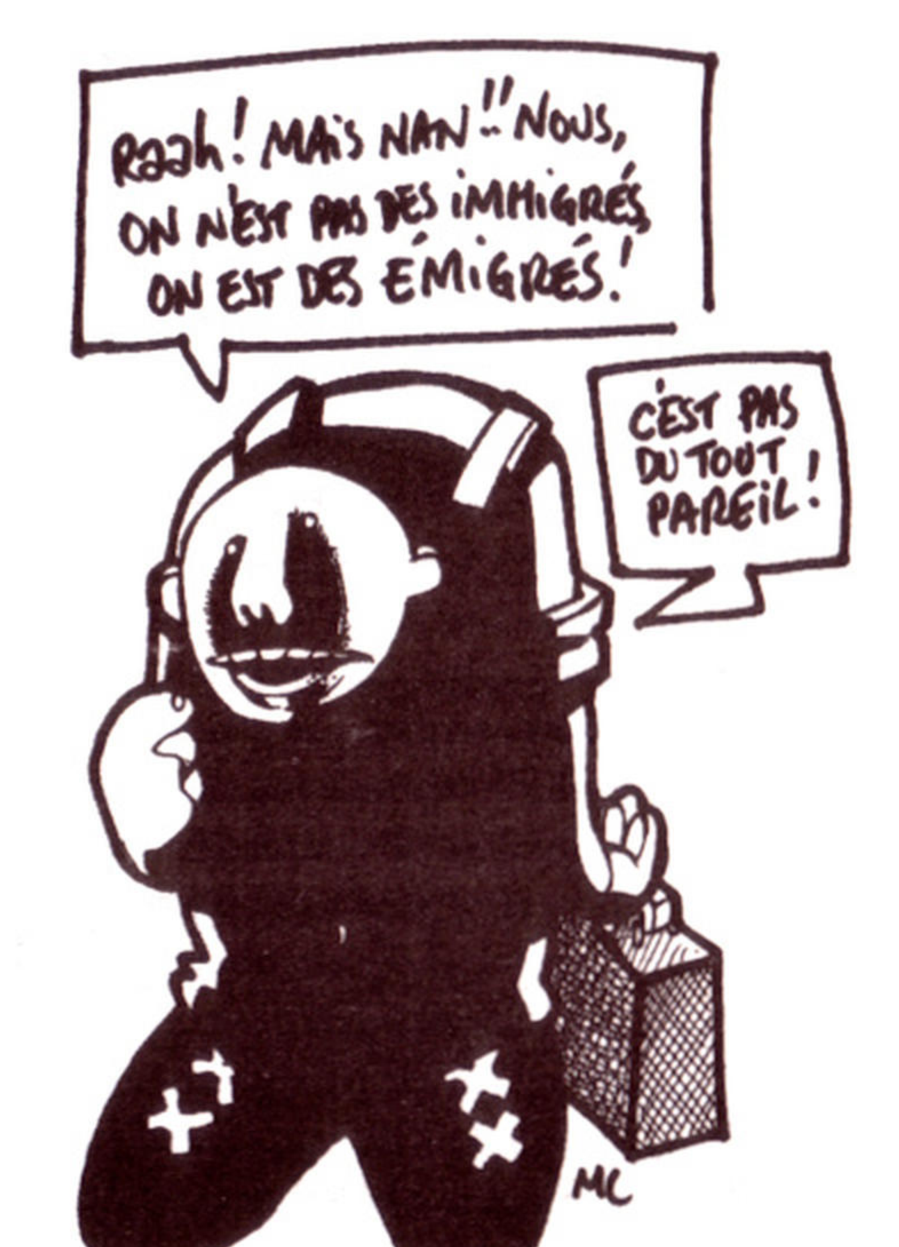
« les Arabes ». De l'autre côté de la frontière, s'amuse-t-il, *« les Luxembourgeois sont racistes, mais ils ne nous considèrent pas comme des Arabes : ils nous considèrent comme des Français. Et ils n'aiment pas les Français. Ils n'aiment ni les Belges, ni les Allemands. »* Sur les chantiers de BTP qu'il arpente depuis 15 ans en tant qu'électricien intérimaire, Kamel Amirouche sait que *« les postes à responsabilité, ce ne sera pas un Français qui les aura : un Luxembourgeois ou bien un Allemand. »*
Ainsi, les Lorrains de longue date devenus immigrés pendulaires souffrent un peu au Luxembourg de ce qu'endurent en France les enfants issus de l'immigration. *« Du moment que vous travaillez pas avec des Luxembourgeois,* explique Mme Baldini, *ça se passe bien. Ils sont un peu imbus de leur personne. On va dire ça comme ça… Ils sont un peu racistes envers les Français, les Portugais, enfin les gens qui font les basses besognes entre guillemets. Mais nous, on est racistes aussi des fois. »*

Le Luxembourg n'a jamais colonisé la France, les querelles religieuses entre les deux pays sont inexistantes. Pourtant, la plupart des frontaliers interrogés par *Le Plan B* s'estiment moins bien traités que d'autres quand ils travaillent « là-haut »[2]. Il y a le mépris des « nationaux », que perçoit Nouria Medjkoun lorsqu'elle effectue des missions dans un atelier d'emballage de pâtes : *« "Tu fais ton boulot et tu t'en vas" : c'est dit sur un ton… ils te font sentir leur supériorité. »* Paul Schmitt, qui a trié des déchets en intérim puis vissé des boulons de batteries en CDD, se souvient aussi de cette hostilité sourde. *« Ils ne vous le disent pas mais vous le sentez. Vous sentez que vous n'avez rien à faire ici. Que vous êtes étranger, quoi. »* Une atmosphère bien connue des ouvriers Algériens employés dans l'Hexagone !
Entre eux et en présence d'un frontalier, les petits chefs du grand-duché s'expriment souvent en luxembourgeois alors qu'ils parlent couramment le français et l'allemand, deux langues officielles enseignées à l'école. Naguère prisé par les gens distingués, le français est devenu la langue des travailleurs, comme le portugais.

Prolétaires de tous les pays, étripez-vous !

« Ils ne nous aiment pas trop, tranche Georges Jaeger, *parce qu'on prend leur boulot soi-disant. »* Ce reproche si souvent adressé aux immigrés venus en France se retourne à présent contre les Français qui émigrent vers des régions plus riches. Au « Lux », la barre des 10 000 chômeurs a été franchie en 2005, et le taux de sans-emploi a plus que doublé depuis 2001. Comme 70 % des postes nouvellement créés depuis vingt ans ont été attribués à des frontaliers, ces derniers sont montrés du doigt. Non seulement par les « nationaux », mais aussi par les « résidents étrangers ». Un rapport officiel note que *« si les Luxembourgeois manifestent certains réflexes protectionnistes à l'égard des étrangers – résidents comme frontaliers – en ce qui concerne l'emploi, ils se retrouvent avec les résidents étrangers pour manifester ensemble les mêmes réflexes à l'égard des frontaliers*[3] *»*.
Dans le secteur de la construction, traduit Paul Schmitt, *« on est considérés comme des larbins par les Portugais, entre autres, qui eux sont considérés comme des larbins par les Luxembourgeois »*. Il ne s'agit pas du racisme lettré des théoriciens de l'inégalité des races. Mais de cette concurrence permanente entre les dominés qu'entretiennent les puissants afin de perpétuer leur suprématie. Une concurrence engendrée par la compétition économique internationale, répercutée dans les rapports de travail quotidiens et sans cesse alimentée par l'enflure des « débats » médiatiques sur le voile, la religion, l'identité. Dresser les dépossédés contre plus dépossédés qu'eux constitue le meilleur moyen d'empêcher que tous se rassemblent pour renverser les maîtres.

S'il ne décolère pas contre *« la génération 39-45 »* des Français qui reprochent aux immigrés de prendre leurs emplois, Kamel Amirouche, l'intérimaire permanent, analyse la pression à la baisse des salaires qu'imposent les derniers arrivants sur le « marché du travail » luxembourgeois : *« Depuis 1998, je ne sais pas si c'est par rapport à la Bosnie, mais il y a un gros arrivage de Yougoslaves. C'est de la main-d'œuvre à moindres frais. Ils nous font concurrence à nous, directement. Parce qu'au bout de quinze ans je peux prétendre à un salaire de 12 euros de l'heure. Si le Yougoslave qui touche 2 euros dans son pays, on lui en propose 5 ici, c'est sûr qu'il va accepter. Et ça nous fait du tort à nous qui sommes là depuis longtemps. Je le ressens quand je contracte pour une mission, quand je vais négocier mon taux horaire. On te dit : si tu ne prends pas à 11, j'en ai encore toute une palette. Il faut qu'ils vivent, il faut qu'ils travaillent aussi. Mais ils sont prêts à bosser pour un 1 euro, chose qu'on ne ferait jamais. Moi, j'ai un acquis, une expérience : je peux revendiquer un tarif horaire. Il y a des boulots que je ne ferais plus, il y a des tarifs que je n'accepterais plus. »*
Le mécanisme ne date pas d'hier. En 1848, Marx et Engels expliquaient déjà que l'*« organisation des prolétaires en une classe est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux. »*



1 Lire Gérard Noiriel, *Longwy, immigrés et prolétaires*, Paris, PUF, 1984.

2 Le même sentiment anime nombre de frontaliers alsaciens qui travaillent en Suisse.

3 Marcel Glesener, *Interrelations entre immigration et marché de l'emploi au Luxembourg. Pour une société de bien-être partagé*, Luxembourg, avril 2004.

Marché du travail pour immigrés

Qu'est-ce donc un immigré aux yeux des dirigeants du pays d'accueil ?, s'interroge le sociologue Abdelmalek Sayad dans une étude consacrée à l'immigration algérienne en France. *« Un immigré, c'est essentiellement une force de travail, et une force de travail provisoire, temporaire, en transit. »* Immigrés intermittents puisqu'ils rentrent chez eux le soir, les travailleurs frontaliers du Luxembourg ne connaissent ni l'exil ni les embûches de « l'intégration » imposée aux migrants d'Afrique du Nord. Ils n'en sont pas moins relégués à la place que leur assigne le « marché du travail pour immigrés[1] » : travaux parfois dangereux, souvent pénibles, et toujours moins bien payés qu'aux autochtones.

Tandis que la Commission européenne chante l'épopée de la « mobilité heureuse » des cadres supérieurs de la finance, les trois quarts des frontaliers sont ouvriers (les hommes surtout) ou employées (pour les femmes).
Au Luxembourg, un Lorrain sur deux travaille dans les services aux entreprises (nettoyage, logistique, etc.), le commerce ou la réparation.
La moitié des ouvriers de l'industrie viennent de France ; comme un quart des salariés de la construction (la majorité des autres sont portugais) et de l'hôtellerie-restauration. Dans ces deux secteurs, connus pour leurs conditions de travail paradisiaques, les Luxembourgeois ne représentent que 10 % des effectifs[2].

Comme tous les immigrés, les frontaliers perçoivent une rémunération inférieure à celle des nationaux. Une étude révèle qu'en 2001 *« les Luxembourgeois ont des taux de salaire médians qui sont supérieurs de 36 % à ceux des frontaliers*[3]. »

Et puis il y a la précarité. S'ils n'en détiennent pas le monopole, les travailleurs immigrés comptent parmi les premiers servis. Entre 1999 et 2003, le nombre d'intérimaires a doublé au Luxembourg[4]. Parmi eux, 80 % de frontaliers. Avant d'être embauché dans une société de nettoyage sous-traitante pour la SNCF, Saïd Bouali a multiplié les missions comme manœuvre à l'aéroport de fret. *« Tu dois être disponible tout le temps. Ils t'appellent vers midi. Et il faut que tu sois en poste à 2 heures. »* Son copain Kamel Amirouche compte pour sa part quinze ans d'intérim en continu. Très demandée sur les chantiers pharaoniques qui s'érigent un peu partout au grand-duché, sa qualification d'électrotechnicien lui assure un salaire net de 1 800 euros par mois. *« Les agences d'intérim sont peut-être luxembourgeoises, mais les employés sont à 60 % français. C'est aussi des frontaliers : des commerciaux frontaliers. Donc quand ils tombent sur des gars comme nous, ils comprennent : on vient tous bosser là-haut. »*

L'intérim et les CDD à répétition, Gabrielle Baldini en a dégusté pendant quatre ans avant de décrocher un « vrai » contrat. Un souvenir idyllique… *« Je savais toujours à quelle heure je commençais, mais jamais à quelle heure je finissais. Si entre-temps, il y en avait un qui n'était pas venu ou que ça coinçait pour une raison ou pour une autre, on te demandait de rester. Et puis, comme tu ne voulais pas perdre ton emploi, tu disais oui et puis c'était tout. En plus, tu restais surtout pour faire la merde. En hiver, avec ma collègue, on ne voyait pas le jour. On partait le matin, il faisait nuit, on rentrait le soir, il faisait nuit… »* En cas de crise économique, comme après le 11 septembre 2001, les intérimaires frontaliers et les contrats à durée déterminée forment le premier fusible. Un classique de la condition d'immigré : en France, au début de la crise économique des années 1970, Algériens, Marocains, Portugais et Tunisiens avaient été les premiers licenciés.

1 Abdelmalek Sayad, *L'Immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Paris, Raisons d'agir, 2006, tome I, p. 50-51.

2 *Observatoire interrégional du marché de l'emploi, Frontaliers et marché de l'emploi transfrontalier dans la Grande Région*, Sarrebruck, 2005, *La Semaine*, Metz-Thionville, n° 46, 26.1.06 ; « Les frontaliers dans l'économie luxembourgeoise », Cahier CEPS/INSTEAD – STATEC, n° 100.

3 Jacques Brosius, « Les écarts de taux de salaire entre salariés transfrontaliers et salariés résidant au Luxembourg », *Cahier PSELL* n° 146, Luxembourg, septembre 2005.

4 Franz Clément et Joël de Marneffe, *Le travail intérimaire au Luxembourg. 1999-2003*, Eures-CEPS/INSTEAD, Luxembourg, mars 2004.

Lorraine : le laminage continue

Le « miracle » lorrain : emploi fragilisé, profits consolidés

L'ancien bastion de la famille Wendel (dont l'actuel « parrain » se nomme Ernest-Antoine Seillière) repose au creux de la vallée de la Fensch, entre Metz et Thionville. Une pancarte prévient : *« Hayange. Berceau du fer »*. Ici, plusieurs générations d'ouvriers ont vécu et parfois péri dans les mines, hauts-fourneaux, aciéries et laminoirs. Au sommet d'un coteau, la statue en fonte d'une Vierge illuminée la nuit ouvre ses bras sur la vallée, allégorie à peine voilée des maîtres de forge qui possédaient les choses et les gens. Mais, depuis les années 1980, les cathédrales industrielles du centre-ville ont cédé la place à trois supermarchés (luxe, pas luxe, superdiscount), autant de parkings et un terrain en friche. Quand le peintre Gavras a montré à sa fille l'endroit où son grand-père laminait des rails, l'enfant a demandé : *« Il était jardinier ? »*.

On recensait 88 000 sidérurgistes lorrains en 1962 ; quarante ans plus tard, ils sont moins de 8 000. Entre-temps la « modernisation industrielle » engagée par la droite au milieu des années 1970 et poursuivie par la gauche en dépit des promesses mitterrandiennes a provoqué la colère – et fait exploser la diffusion du *Plan B*. *« À l'époque*, se souvient Marcel Lemarcheur, sidérurgiste à la retraite, *les gens allaient défiler à Paris, et moi j'étais toujours avec. Il y avait des bonnes manifestations. Les journaux et la police parlaient même de 30 000 manifestants. Et les Parisiens nous applaudissaient. Ils disaient : vous avez raison, il faut vous défendre. »*

De 1989 à 1993, l'industrie mosellane a encore supprimé 12 % de ses effectifs. Les plans de « réindustrialisation » avaient misé sur l'automobile et l'électronique à coups de primes et de dégrèvements fiscaux. JVC, Grundig, Panasonic, Daewoo, GKN… beaucoup d'investisseurs appâtés à grands frais ont finalement délocalisé leur production vers l'Est. La concurrence internationale, toujours. *« De toute façon*, poursuit M. Lemarcheur, *quand ils décident qu'on va fermer, les grands décideurs de Bruxelles ou du Luxembourg, ils ferment et puis c'est tout. Vous avez beau vous coucher en travers, ils ne reculent pas, eux… Mais moi je dis : il faut lutter. »*
Ils ne reculent pas mais leurs poches s'alourdissent. Privatisé en 1995 après avoir englouti 15,2 milliards de francs d'aides publiques, le sidérurgiste Usinor est intégré en 2001 au groupe « européen » qui bichonne sa fiscalité au Luxembourg : Arcelor. Lequel annonce pour 2005 un résultat net de 3,846 milliards d'euros (+ 66 %) ainsi qu'une hausse de 85 % de ses dividendes ; l'année précédente, le bénéfice net avait bondi de 730 %, la rémunération des actionnaires de 71 %. Celle des salariés, de 2 % (*L'Humanité*, 30.1.06).

À l'annonce du raid boursier de « l'indien » Mittal Steel sur Arcelor, des grands reporters du *Monde*, du *Journal du dimanche* et de *Libération* se ruent en Moselle pour tester le « patriotisme économique » de ses habitants. Réaction mitigée : depuis 2004, la sidérurgie française a supprimé 8 000 emplois sans l'aide de Mittal et dans l'indifférence



médiatique. Un directeur adjoint de la rédaction de *Libération* a d'ailleurs dévoilé tout l'intérêt que son journal porte aux chômeurs, qu'ils soient « français » ou « étrangers » : *« Ce n'est pas la peine de parler des gens qui ne mettront pas 1,20 euro pour nous acheter*[1]. *»*

---

1 Cité sur France Culture le 14.1.06.

Au bonheur des dames

Services aux entreprises, restauration : c'est si bon qu'on chante en travaillant

A3, entre Thionville et Luxembourg-Ville : une gigantesque station-service disparaît sous un essaim de camions. Dernier plein défiscalisé avant la France. Et, bien sûr, une pause au restauroute où travaille Gabrielle Baldini. Quatre filles pour tenir la salle, toutes lorraines. Parfois moins, compte tenu des arrêts maladie. *« Les patrons voient que ça marche à deux, donc ils ne remplacent pas. »* Plus de travail, moins de personnel : *« C'est pas évident, il faut tenir le coup. Quand je suis du matin, je fais la caisse, la salle et la plonge en même temps. Et il faut que je chope les clients pour pas qu'ils passent à l'œil. Quand je suis à la plonge, il faut que j'aie les yeux derrière le dos.* […]. *Les huit heures, vous ne les voyez pas passer. »* Mais, au moins, ce sont huit heures en continu, quand d'autres frontaliers endurent un temps de travail fractionné : matin tôt et après-midi tard, soit quatre voyages quotidiens. *« C'est pour ça que j'ai pris la place »*, explique Gabrielle Baldini.
Et surtout pour le salaire. « Là-haut », on travaille 40 heures par semaine. Un ouvrier qualifié ne touche pas moins de 1 558 euros net mensuels. Le salaire minimum s'élève à 1 289 euros mensuels nets contre 958 euros en France. Sans compter les allocations familiales, trois fois plus élevées qu'en Lorraine et versées dès le premier enfant. Le Medef lorrain crie à la trahison ; son homologue luxembourgeois se réjouit de cette « armée industrielle de réserve ». Et il en profite…
« Les droits sont mieux préservés en France qu'au Luxembourg, analyse M. Amirouche. *On t'embauche, c'est très rapide, mais on peut te débaucher, c'est très rapide aussi. Il n'y a rien de protégé. »* À tel point que les permanences syndicales tenues pour les frontaliers par l'OGB-L (confédération syndicale indépendante du Luxembourg), traitent chaque année entre 5 000 et 6 000 dossiers de licenciement abusif, salaires non payés, etc. *« Le patron a toujours gain de cause »*, peste Georges Jaeger. *« C'est le problème du Luxembourg »*. Au tribunal du travail, point de salut sans avocat. L'ouverture de dossier coûte 1 500 euros. Et le syndicat n'assume les frais que si l'adhérent cotise depuis plus d'un an.
« Il fait ce qu'il veut, le patron ! », fulmine Gabrielle Baldini : changements d'emploi du temps du jour au lendemain, vexations pour hâter la démission, non-affichage des conventions collectives et autres dissimulations des droits…

Ça revient, pépé !

« Mon père [mineur du fer], il ne comprend pas que des lois passent, des lois qui nous enlèvent des droits. Il ne comprend pas qu'on ne réagisse pas. Il dit : "Nous, on faisait grève ! On s'est battu pour que vous ayez ces choses-là et vous, vous ne voyez pas qu'il y a tout qui vous passe sous le nez. Ils vous reprennent tout ce pour quoi on s'est battus." Pour ça il est vindicatif. C'est vrai qu'on n'a pas la rage de nous battre comme nos parents. »

Lutter, poser des revendications ? *« On peut en poser*, rigole Georges Jaeger. *Mais qu'est-ce qu'ils vont nous répondre : si vous êtes pas contents, vous allez ailleurs. Déjà, vous n'êtes pas luxembourgeois donc vous allez travailler chez vous. Ça, c'est la réponse. Au Luxembourg, on est étrangers. Il ne faut pas se plaindre. »*
Forte de ses onze années d'ancienneté, Gabrielle et ses collègues ont demandé un congé pour les jours fériés. Réaction attentionnée de la direction à cette outrecuidance : *« Ils nous ont fait faire trois ou quatre nuits dans la semaine au lieu des trois postes, et on ne nous donnait plus de week-end. »* Nouvelle tentative, cette fois pour obtenir la prime de nuit légale dont elles étaient spoliées depuis des années ; nouvel élan d'humanisme. « *On a envoyé une fille au bureau parler pour nous. Résultat : on a été punies pendant un mois et demi parce qu'on avait osé réclamer. On nous a changé nos horaires. Comme par hasard, la prime de nuit arrive juste après. »* Elle ne s'applique qu'entre 1 heure et 6 heures du matin…
Heureusement, *« par équipes, les filles se soutiennent vraiment. Parfois, on est au milieu de la salle, ça nous arrive de chanter. Sinon, vous ne tenez pas. Il y a une solidarité »*. Quand la direction a proposé à Mme Baldini un poste de cadre, l'intéressée a décliné. *« Je ne pourrais pas retourner ma veste comme ça. Je serais obligée d'adopter la politique maison. La politique de la maison, je suis contre. Et c'est pas mon genre de la fermer. Si je suis cadre et que je dis tout ce que j'ai à dire comme maintenant, ils me mutent à Biribi-les-Quinquettes pour que je démissionne. C'est clair et net. »*



Mobilité, flexibilité : Bruxelles rééduque les frileux

« Vivre et travailler au pays ! » : le slogan des sidérurgistes lorrains en lutte contre les restructurations industrielles a été rangé au rayon des souvenirs. Parce qu'elle a rebaptisé « immobilisme » tout attachement au droit du travail et aux conquêtes sociales, la Commission européenne et son réseau pour l'emploi Eures (*European Employment Services*) ont adopté un slogan plus « moderne » : « Vivre et travailler sans frontières ».

Nous ne mesurons pas notre chance : 2006 a été décrétée « Année européenne de la mobilité des travailleurs ». L'Union vient en effet de dévoiler un scandale énorme, sans précédent, un crime en vérité : les indicateurs de mobilité géographique sont *« moitié moins forts en Europe qu'aux États-Unis »*. Sans parler de l'inertie professionnelle : *« Le nombre de travailleurs ayant changé d'employeur au cours de la dernière année dépasse rarement les 10 %*, s'étouffe Bruxelles. *Dans pas moins de neuf pays, ils sont plus de 40 % à n'avoir pas exercé de mobilité depuis plus de dix ans*[1] *! »* Ce genre d'indolence consterne Vladimir Spidla, le commissaire européen chargé de l'emploi qui ne cesse de glapir : *« Nous voulons que les travailleurs soient mobiles et flexibles*[2] *»*. La Commission entend donc, d'urgence, *« renforcer l'impact de la mobilité, tant géographique que professionnelle, dans la gestion prévisionnelle des compétences et l'adaptabilité des travailleurs européens aux mutations structurelles et économiques qui frappent le continent »*. De quoi soulever l'enthousiasme des masses…

La « mobilité », les frontaliers lorrains en éprouvent la félicité chaque jour. Parmi eux, Odette Schreiber. À quarante-sept ans, elle s'est résignée à prendre un emploi de l'autre côté de la frontière pour compléter son salaire de femme de ménage à mi-temps. *« J'ai travaillé au Luxembourg parce que le dernier vivait encore à la maison et voulait se marier. Donc il fallait des sous. »* Les revenus de son mari, cheminot, ne suffisaient pas. Une copine l'a aiguillée vers le grand-duché, ses offres d'emploi et ses salaires élevés.

Concurrence non faussée

Femmes de ménage au Luxembourg, elles avaient opté pour le covoiturage aux dépens d'une société de transport qui les rançonnait. Au début de l'été 2005, la compagnie de bus Schiocchet Excursions a assigné neuf d'entre elles au tribunal de grande instance de Briey. Motif : le covoiturage vers le Luxembourg constituerait *« un acte de concurrence déloyale et parasitaire »*. La société réclame 5 000 euros d'astreinte par « infraction » constatée ainsi que la saisie des véhicules (*Le Républicain lorrain*, 14.5.05).



En août 1992, un mois avant le référendum sur le traité de Maastricht (auquel elle s'opposera), Mme Schreiber intègre une entreprise de sous-traitance comme femme de ménage au secrétariat du Parlement européen. Elle compte désormais au nombre des pionnières de la « gestion prévisionnelle des compétences » : quatre heures de ménage le matin à la Poste d'Algrange, en Moselle (500 euros mensuels), quatre heures de pause pour préparer le repas familial, quatre heures de ménage au Luxembourg (600 euros mensuels).

« On pointait quand on arrivait, à 17 h 30. Après on montait à l'étage, on enfilait nos tabliers, on prenait notre matériel, et puis on allait chacune dans son coin. L'étage est immense. C'est comme une tour. On ne se rencontrait qu'à un endroit, c'était aux sanitaires quand tu terminais ta partie. Pas le temps de chômer, pas le temps de t'asseoir, pas le temps de discuter. De toute façon, tu étais toute seule, tu pouvais discuter avec personne à part quand la chef venait. Mais autrement, c'était atroce. C'était un travail à la chaîne si tu veux. Les bureaux, l'aspirateur, on lavait même les tasses des bureaucrates. » Lesquels sont formels : « *La mobilité*, souligne la Commission, *devrait être perçue comme un moyen naturel pour les travailleurs d'acquérir de nouvelles compétences, de s'adapter à un marché du travail de plus en plus fluctuant et d'accéder à de meilleures conditions de vie et de travail. »* C'est aussi le moyen « naturel » de développer le sens de la productivité. « *On était 32 femmes*, précise une collègue d'Odette. *Une fois, on n'était que 12 présentes. Le travail a dû être fait quand même. Il manquait 20 filles. En maladie. À 12, on a dû faire le travail de 32. »*

21 h 30, fin de service, pointage, parking, voiture, autoroute : malgré leurs efforts, Mme Schreiber et ses collègues peinent à « percevoir » l'amélioration de leurs *« conditions de vie et de travail »*. Car la « mobilité », c'est d'abord du temps de transport, l'axe Metz-Luxembourg encombré de poids lourds, le verglas, les accidents, les parkings payants, la peur d'arriver en retard. Entre 5 heures et 8 heures, l'A31 ressemble au périphérique parisien avec un supplément de camions délicieux. *« Elle est mortelle. En été comme en hiver. Il y a tout le temps des accidents. »*

Neuf frontaliers sur dix se rendent en voiture au grand-duché. Une partie des ouvriers postés embauche à 6 heures ; à 7 heures et 8 heures, c'est au tour des employés. Le covoiturage s'est organisé spontanément. Au Parlement, la plupart des femmes de ménage sont lorraines. Et, dans l'équipe de Mme Schreiber, toutes habitent le même coin. *« Il y en a qui prenaient le bus ; nous, on partait en voiture à 4 heures de l'après-midi. On était plus ou moins cinq, et chacune prenait sa voiture à tour de rôle. »*

Le trajet Thionville-Luxembourg offre un spectacle insolite. Sur la bretelle d'accès, au beau milieu d'un bois, des centaines de véhicules stationnent sur le bas-côté. On s'y donne rendez-vous pour le covoiturage, en prévoyant une petite marge en cas de bouchon. Le soir, rebelote : « *Le temps de revenir de là-haut et de déposer tout le monde, eh bien il était presque 11 heures. Et le lendemain, je repartais travailler. À 6 heures. »* Quarante-cinq minutes, c'est la durée moyenne du trajet domicile-travail effectué chaque jour par les éclaireurs de la « mobilité »[3]. Une heure et demie par jour, cinq ou six jours par semaine. *« Au bout de la semaine,* note une frontalière, *ce temps correspond à une journée de travail ; sur le mois, à environ une semaine*[4]. *»* Soit l'équivalent annuel de plus de deux mois de travail passés (bénévolement) sur les routes… pour aller travailler.

Dans le cas de Mme Schreiber, les voluptés de la mobilité ont cessé le 10 janvier 1996. *« C'était le lendemain de la paye. Ma collègue voulait absolument aller la chercher. On est parties. Mais je suis revenue deux mois après. J'ai eu un malaise au volant. »* Deux mois d'hospitalisation. La collègue n'en est jamais revenue. À Bruxelles, on se gratte la tête : « l'année européenne de la mobilité » soulèvera-t-elle l'enthousiasme ? Pour le moment, reconnaît la Commission, *« ces initiatives n'ont pas réussi à insuffler une véritable "culture de la mobilité" pour les travailleurs en Europe »*. On se demande pourquoi…

---

1 Commission européenne, communiqué de presse, Bruxelles, 30.6.05, d'où sont tirées, sauf mention contraire, les citations eurocratiques suivantes.
2 *PaperJam*, Luxembourg, 27.1.06.
3 Observatoire interrégional du marché de l'emploi, *op. cit.*
4 www.lesfrontaliers.lu, octobre 2003.



La question sociale ensevelie sous le bla-bla

La gauche qui renonce au combat social se rachète une conscience sur les « questions identitaires ». Mais pendant que les experts saturent les médias de leurs indignations sans lendemain, le gouvernement multiplie les mesures qui frappent l'ensemble des salariés.

Ce sont trois faux frères, compères en diversion. Le premier, casaque « gauche écolo-libérale », a renoncé au combat social pour s'abonner au *Nouvel Observateur,* se préoccuper des dangers de la censure à la mode Christine Boutin et des flacons de shampooing en plastique qui flottent sur la Seine. Le deuxième, casaque « gauche métissée », a renoncé au combat social pour tenter d'exorciser les hydres de la laïcité, bomber du torse contre Alain Finkielkraut et guerroyer contre les boulevards qui portent encore des noms de maréchaux. Le troisième, casaque « gauche républicaine », a renoncé au combat social pour sonner la charge « citoyenne » contre les croquemitaines du communautarisme, les sketchs de Dieudonné et les « sauvageons » musulmans qui n'ont pas encore lu les œuvres complètes de Max Gallo et de Philippe Val. Précarité, bas salaires, accidents du travail, racisme social des médias ? Mais non, parlons plutôt du voile à l'école, du Pape, de Napoléon aux Antilles, de la fierté française et des caricatures de Mahomet, carillonnent en chœur nos trois faux frères, qui ne doivent leur importance qu'à l'attention mutuelle qu'ils se prêtent. Curés d'une indignation hebdomadaire gonflée à l'hélium de la presse qui ment, ils saturent les écrans de leur indécrottable bonne conscience.

Au risque de faire exploser son ordinateur souffreteux, *Le Plan B* a interrogé sa base de données délicieuses, section « service public de l'audiovisuel ». Résultat : sur la chaîne « éducative » France 5, Serge Moati a consacré entre septembre 2002 et février 2006 pas moins de dix-neuf émissions *Ripostes* aux religions, à la laïcité, à l'islam, au terrorisme, ou au choc des cultures. « Menaces sur la laïcité ? », « Communautés : nouvelles crispations ? », « La France a-t-elle peur de ses musulmans ? », « La France serait-elle antisémite ? », « Obsédante marche turque », « Caricatures : choc des images ou des civilisations ? »… Ces produits d'appel ressemblent à ceux d'une auberge concurrente installée sur France 3 : *Culture et dépendances.* Son tenancier, le vieux mondain Franz-Olivier Giesbert, par ailleurs directeur de l'hebdomadaire *Le Point,* n'a pas démérité : 25 des 97 émissions diffusées depuis octobre 2001 posent la question de l'identité religieuse, communautaire ou ethnique.

Le lac des vraies questions surgelées en faux débats serait vite déserté par les téléspectateurs s'il n'était en permanence égayé par l'armée des patineurs opportunistes : essayistes, journalistes, artistes, universitaires et chansonniers comme Philippe Val[1] s'y succèdent pour vendre leurs livres, leurs spectacles et leurs articles bâclés sur le dernier thème en vogue. Le 11 décembre, le rappeur Disiz la Peste et l'académicien de *Paris Match* Jean-Marie Rouart chicanent à *Ripostes* sur le thème « Passé colonial : crise d'identité à la française ? ». Le 12, à *Mots croisés,* Pascal Bruckner, l'historien Pascal Blanchard, le madeliniste Jacques Marseille, la journaliste Caroline Fourest, la romancière Calixthe Beyala et la papiste Christine Boutin assurent leur autopromotion sur le thème « Colonisation : la France doit-elle se repentir ? » puis « La France est-elle vraiment laïque ? » ;

Pendant ce temps-là

- Le 7 septembre 2005, dans l'indifférence médiatique, une femme de chambre, Faty Mayant, traîne son ex-employeur, la chaîne hôtelière Accor, devant le tribunal des Prud'hommes après avoir été licenciée le 11 mai 2004. En 2002-2003, elle avait mené avec ses camarades l'une des plus longues grèves dans l'hôtellerie. La presse regardait ailleurs.

- Une étude de la Dares publiée en octobre 2005 signale que près de 15 % des salariés travaillent la nuit, un chiffre en hausse au cours des dix dernières années, particulièrement chez les femmes. Rien sur le sujet, ni dans *Le Monde*, ni dans *Le Figaro*.

- En décembre 2005, une soixantaine d'ouvriers polonais est découverte dans des mobil-homes près de l'étang de Berre. Peintres, maçons, ils travaillaient dix heures par jour, sept jours sur sept pour 200 à 400 euros par mois. La presse pistait Cécilia Sarkozy.

- En février 2006, France Télécom annonce un bénéfice net de 5,7 milliards d'euros et 17 000 suppressions de postes. *Le Monde* titre « France Télécom se prépare à des jours moins fastes » (15.2.06), TF1 évacue l'information en treize secondes, France 2 n'a rien vu.

Un siècle de récupération

Trop longtemps méprisés par les grands partis de gauche, les combats pour l'égalité des droits menés par les femmes et les « minorités » occupent à présent le devant de la scène. Mais lorsqu'ils ne s'accompagnent plus d'une bataille sociale contre le capital, ces combats prêtent le flanc à une récupération.

De plus en plus soupçonné de rouler pour Sarkozy, *Le Parisien* a titré « Les Français fiers de leurs différences » (1.2.06). L'empereur de l'UMP s'est frotté les mains. Il est en effet partisan d'une discrimination positive qui assigne à chacun une identité exclusive – raciale, nationale ou religieuse – écrasant au passage les éventuelles solidarités sociales. Simultanément, l'ancien maire de Neuilly-sur-Seine plaide pour le développement des inégalités économiques qui vont « récompenser le mérite », et justifier les « différences » de ses copains milliardaires du CAC-40, Arnault, Rothschild, Lagardère, Bouygues…

Ces deux projets sont cousins. Vous voulez que les Noirs et les Musulmans deviennent les artisans de l'ordre capitaliste ? Les États-Unis vous proposent Louis Farrakhan, dont les idées sociales sont légèrement à gauche de celles de Pinochet, et les idées « morales » carrément à droite de celles des sorcières de Salem. Vous voulez des femmes au pouvoir et Angela Merkel ne vous suffit pas : entre ici Condoleeza Rice, ancienne directrice de Chevron, cette multinationale du pétrole qui a même baptisé de ton nom l'un de ses tankers ! Avec le temps, comment ne pas avoir compris que les luttes d'émancipation, chaque fois qu'elles abandonnent leur radicalisme social, s'exposent à être récupérées par les adversaires libéraux d'un prétendu égalitarisme « niveleur » qui étoufferait les individualités. Au lendemain des « émeutes » de l'automne dernier dans les banlieues populaires, la presse béatifiait ainsi le petit patron black ou beur qui rêve de fortune dans le monde tel qu'il va. Le petit Nicolas gloussait.

Faites-les se battre entre eux, faites-leur oublier leurs intérêts communs ! La cour de Versailles mettait en concurrence les aristocrates pour les affaiblir et leur interdire de rivaliser avec la monarchie. Dorénavant, l'enjeu n'est plus de savoir qui aura le suprême honneur de tendre au réveil sa chemise au roi, mais le jeu n'a pas changé. Le patronat français a manœuvré les petits curés de village contre le socialisme ; les États-Unis ont utilisé les Frères musulmans contre Nasser, puis l'Arabie saoudite contre le progressisme. Israël s'est servi du Hamas contre le Fatah laïque, mais aussi contre le FPLP marxiste ; Sarkozy joue des imams contre « la racaille » qui gronde. Quand chacun organise ses ouailles en fonction de critères exclusifs, nationaux ou religieux, et les dissuade de se socialiser ailleurs (syndicats, partis), le patronat peut dormir sur ses quatre oreilles.

Même manœuvre du côté des obsédés de la seule laïcité. Il y a plus d'un siècle, le Parti radical de Gambetta et de Herriot se prétendait « de gauche » parce qu'anticlérical. Il invoquait « *la République et l'instruction publique* » mais rêvait d'un contrat social qui marginaliserait le monde ouvrier. En 1907, il s'affirmait d'ailleurs « *résolument attaché au principe de la propriété individuelle dont il ne veut ni commencer, ni même préparer la succession* ». Pris en main par des escrocs (affaire Stavisky), le Parti radical devint aussi le porte-drapeau des colons racistes d'Afrique du Nord. Et, face à lui, Jaurès, dont les affiches électorales étaient déchirées par des prêtres fanatiques qui menaçaient du « *refus des sacrements les paysans qui voteraient pour [lui]* », expliquait pourtant : « *Ma mère et ma femme sont chrétiennes et pratiquantes. Je n'ai pas le droit, je n'ai jamais eu la pensée de gêner leur liberté ou de contraindre leurs sentiments*[1]. » Car, loin de s'exprimer par voie d'écoliers en blouses grises et en rangs serrés – ou, plus tard, de concerts métissés organisés par des chanteurs milliardaires –, la fraternité dont Jaurès parlait signifiait « *la réunion définitive de tous les hommes, laquelle n'est possible que grâce à la propriété collective* ».

1 « Vérité », *La Petite République*, 14 juin 1898, *in Œuvres*, Fayard, tome VI, p. 385.

le 14 décembre, à *Culture et dépendances*, revoici Blanchard mais cette fois entouré de Max Gallo, Tariq Ramadan, Benjamin Stora, Pierre Péan : « Colonisation, banlieues : la France est-elle coupable ? ».

Un mois plus tard, le même disque rayé tourne encore. Le 24 janvier 2006, on dispose d'à peine quelques minutes entre la fin de la soirée Théma d'Arte sur « *ce débat qui agite particulièrement les Français en ce moment* : *Y a-t-il une question noire ?* », et le début de *France Europe Express* sur France 3 consacré à la colonisation. Le lendemain, nouvel épisode de *Culture et dépendances* : Chahdortt Djavann (équipe éradicateurs) se demande « Comment peut-on être français ? » avec Edwy Plenel (équipe métissage moustachu), Alain Finkielkraut (équipe « Vive la police ! »), Esther Benbassa (équipe des universitaires qui adorent la télévision), Houria Bouteldja (équipe « indigènes de la République »). Le 26, Arlette Chabot barrit sur France 2 : « *L'identité française, comment être Français, ce sera l'un des thèmes de la campagne présidentielle de 2007.* » Par conséquent, « *il est important de se parler au moment où dans les banlieues, vous l'avez compris ces derniers mois, beaucoup recherchent leur identité, leur histoire, leur origine* ».

Le problème, c'est que beaucoup recherchent aussi un emploi, une sécurité sociale et économique, de meilleures conditions de vie. Comme d'autres qui n'habitent pas en banlieue. Or que s'est-il passé en France pendant que les médias occultaient cette convergence, cette « communauté » sociale fondamentale en frottant leur gros sel sur les plaies ethniques et religieuses ? Presque rien : le gouvernement préparait tranquillement la démolition du Code du travail. Le contrat nouvelle embauche et le contrat première embauche permettent à présent aux patrons de licencier sans motif pendant deux ans.

Sans jamais douter de leur stratégie, les militants de l'égalité continuent de faire bouillir les marmites de la télévision. Se remémorant le combat des Noirs pour les droits civiques aux États-Unis, un proche de Martin Luther King avait pourtant prévenu : « *C'eût été désastreux pour nous de compter d'abord sur une forme de communication de masse détenue par de grosses entreprises de presse pour disséminer et légitimer notre message. Nous eussions été à leur merci et c'est elles, en définitive, qui auraient déterminé notre ordre du jour.*[2] »

1 Pas moins de 7 séances de téléachat depuis 2003 à *Mots croisés*, *Ripostes*, *Culture et dépendances*. Sans compter celles effectuées chez Thierry Ardisson, Marc-Olivier Fogiel, Emmanuel Chain, Christine Ockrent…

2 Cité par William Greider, *Who will tell the people*, New-York, 1992, Simon and Schuster, p. 208.

Les ratés du marketing moral

Quand on a du courage à revendre, toutes les occasions sont bonnes ! Le 5 février dernier, chez Marc-Olivier Fogiel, Philippe Val annonçait dans l'émission *On ne peut pas plaire à tout le monde* que *Charlie Hebdo* publierait – après *France soir* et presque tout le monde – les caricatures antimusulmans déjà parues dans un journal de droite danois. Cet acte de courage inouï – critiquer Mahomet à Paris ! – a permis à l'hebdomadaire de quadrupler ses ventes et à son directeur de courir les studios de télévision escorté par des policiers. Pour « *défendre la liberté d'expression* ». À ceci près que les grands principes s'effacent quand la baisse des ventes menace. Rédacteur en chef adjoint de *Charlie Hebdo*, Charb a confessé : « *Pour des raisons économiques, nous avons fait le choix de ne pas mettre de sexe en Une. Si on le faisait, les marchands de journaux ne mettraient pas Charlie en bonne place sur les présentoirs, on serait moins visibles et on vendrait moins d'exemplaires*[1]. »
Un drame pour la « liberté d'expression » !

1 Cité par *Témoignage chrétien*, 23.2.06. Lire sur le même sujet « Val, l'opinion du patron », *CQFD*, n° 31, février 2006, et « L'obscurantisme beauf », www.peripheries.net, 4.3.06.

Le Plan B* vous offre

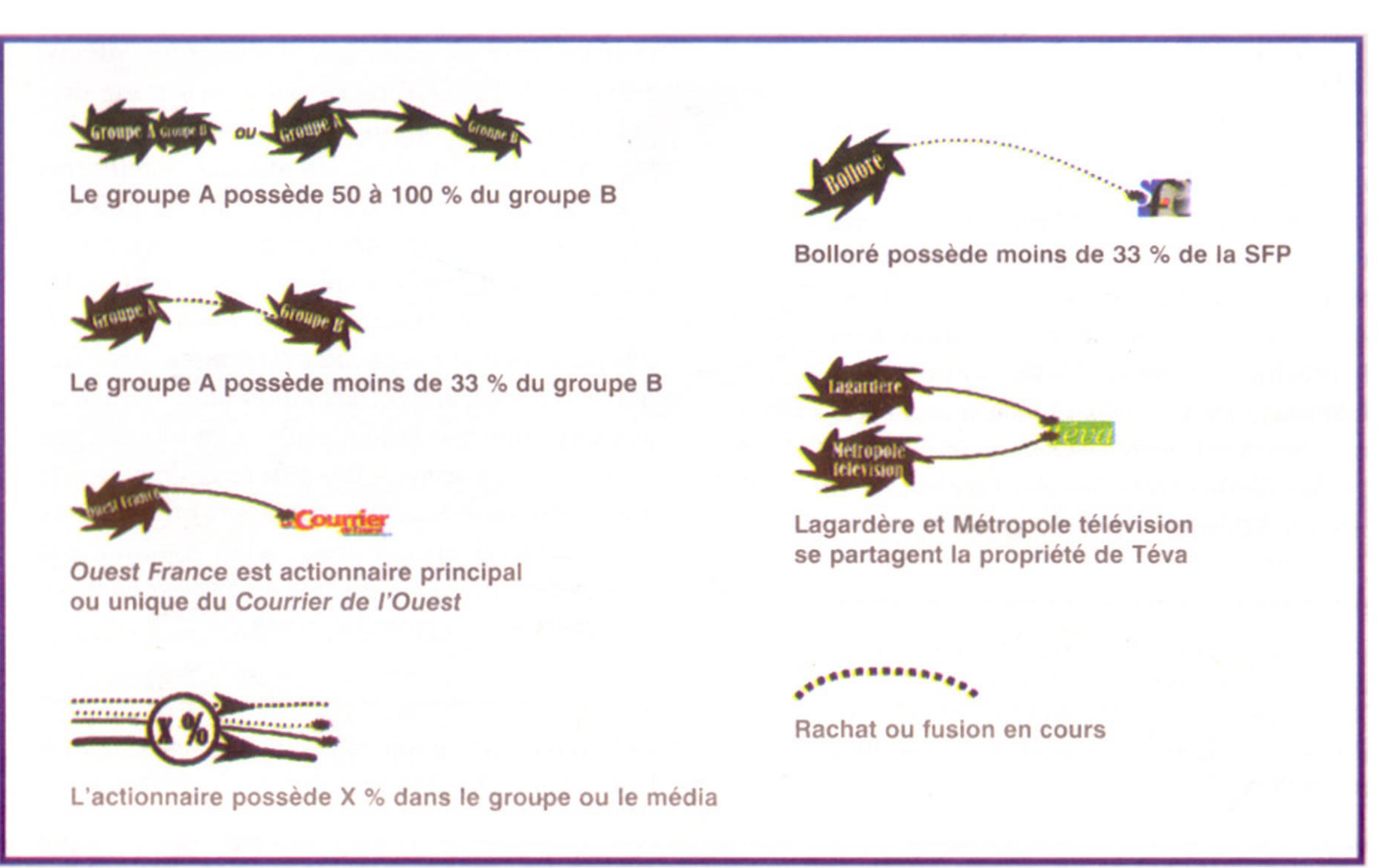
La carte du PPA (Parti de la Presse et de l'Argent)

Circulez, « on n'y peut rien »

Entre le printemps 2004 et le printemps 2005, les trois principaux quotidiens « nationaux » ont bouleversé leur actionnariat : *Le Figaro* racheté par Dassault, *Libération* renfloué par Édouard de Rothschild (39 % du capital), et *Le Monde* recapitalisé par Lagardère à hauteur de 17 %. Cette situation, inédite depuis 1944, n'a pas ému Alain Lancelot et ses compères, chargés en mars 2005 par Jean-Pierre Raffarin d'examiner « Les problèmes de concentration dans le domaine des médias ». Après neuf mois d'une réflexion alimentée par des repas avec Patrick Le Lay et des dirigeants du groupe Lagardère, la commission accouche de son rapport. Et, miracle, il n'est plus question de « problèmes » que dans le titre.

Pour le reste, « *dans son état actuel, le paysage médiatique français n'a pas atteint un degré de concentration alarmant.* » Mieux : selon Lancelot, « *le pluralisme et la diversité culturelle n'apparaissent pas directement menacés, aujourd'hui, par la concentration dans les médias* ». Il faut donc accélérer cette dernière. La commission propose ainsi de faire sauter les ultimes verrous afin d'offrir à Bouygues « *la possibilité de monter à 100 % dans TF1, d'acheter un grand réseau radiophonique national et de prendre le contrôle de 20 % de la diffusion totale des publications d'information politique et générale, qu'elles soient payantes ou gratuites* » (*Stratégies*, 26.1.06).

Francisque Gay, résistant et responsable de la presse au Secrétariat général de l'information du Gouvernement provisoire, expliquait peu après la Libération : « *Il est un point sur lequel, dans la clandestinité, nous étions tous d'accord. C'est qu'on ne devait pas revoir une presse soumise à la domination de l'argent.* » C'était le 7 mars 1945. À cette date, Laurent Joffrin n'était pas né. Heureusement ! Car soixante ans plus tard, le directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur* couinait sur France Culture (2.10.04) : « *On n'y peut pas grand chose sur le plan des structures économiques. […] Il est logique que le propriétaire fixe une orientation.* »



Le groupe A possède 50 à 100 % du groupe B

Le groupe A possède moins de 33 % du groupe B


Ouest France est actionnaire principal ou unique du *Courrier de l'Ouest*

L'actionnaire possède X % dans le groupe ou le média

Bolloré possède moins de 33 % de la SFP

Lagardère et Métropole télévision se partagent la propriété de Téva

Rachat ou fusion en cours



Lagardère
Le monde
Prisa
Socpresse
Dassault
Roularta
Nouvel observateur
Sud communication
Pierre Fabre
La depeche
Famille Baylet
Sud Ouest
Famille Lemoine
Spir
Sofiouest
Schibsted
Ouest france
Crédit mutuel
Famille Télégramme Le Courrier
Philippe Hersant
France antilles
Montaigu privatе equity
L'est républicain
Est bourgogne rhône-alpes
Dexia
Aprovia
Axel springer
Condé nast
Milan
Bayard
Pearson
Ppr
Epm 2000
Lvmh
Bauer
Rossel
La voix du nord
Fondation Varenne
Centre France
Nouvelle république
Wendel
Editis
Famille Publi
Nextradio
Société 1633
Orbus
Sudporters
Nrj
Emap
Bolloré
Prisma presse
Bertelsmann
Rtl group
Bouygues
Vivendi universal
Canal plus
Tf1
Paris communication
Metro international
Metropole télévision
Tps
AB
Etat français
A vendre
65%
35%
6%
15%
80%
15%
9%
50%
50%
49%
51%
8%
5%
42%
40%
66%
34%
49%
34%
66%
34%
56%
30%
24%
Etudiant
POINT DE VUE
GUITAR
STUDIO
Pianiste
SONOVISION
Valeurs actuelles
Le journal des finances
Librairies Privat
Sipa Press
TLT
MIDI OLYMPIQUE
LA DEPECHE
LA RÉPUBLIQUE
Le Petit Bleu
tv7 Bordeaux
A NOUS PARIS
L'ÉCLAIR
SUD OUEST
Charente Libre
La République
BORDEAUX 7
Courrier
ouest france
Le Maine
Vendée matin
Presse Océan
20
Le Télégramme
7
PARISTURF
Bilto
Tiercé Magazine
PARIS COURSES
Normandie
Libération
FRANCE-ANTILLES
l'est-éclair
L'Ardennais
LE HAVRE-PRESSE
HAVRE LIBRE
l'union
ParuVendu
L'EST RÉPUBLICAIN
DNA
L'ALSACE
LE PAYS
TLM
le dauphiné
LE PROGRÈS
la liberté de l'est
le journal
Lyonplus
LE MONITEUR
la Gazette
01
Micro
L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
L'USINE NOUVELLE
La France Agricole
Bild
vie pratique
TELE Magazine
bien dans ma vie
GLAMOUR
VOGUE
GQ
ALPES
PYRÉNÉES
Bretagne Magazine
CLÉS JUNIOR
BASQUE
Pèlerin
LES BELLES HISTOIRES
côté femme
La Croix
L'HISTOIRE
Le Point
fnac
La Recherche
magazine littéraire
Historia
Les Echos
FINANCIAL TIMES
Enjeux
investir
La Tribune
MUSIQUE
connaissance des ARTS
radio classique
Télé Z
Maxi
Girls!
LA MONTAGNE
LE POPULAIRE DU CENTRE
LE BERRY RÉPUBLICAIN
LE JOURNAL DU CENTRE
CENTRE-PRESSE
LA RÉPUBLIQUE
La Nouvelle République
Courrier picard
LA VOIX DU NORD
NORD
LA VOIX DE L'AISNE
Lilleplus
Nord Éclair
BFM
BFM TV
RMC
Le Républicain Lorrain
PLAYBOY
NEWLOOK
SKYROCK
CHANTE FRANCE
ACROPOLE
Fleuve Noir
Seghers
Julliard
lonely planet
10 18
PRESSES DE LA CITÉ
le cherche midi
omnibus
La Découverte
ROBERT LAFFONT
SOLAR
HORS COLLECTION
POCKET Jeunesse
belfond
Nathan
LE ROBERT
Alouette
VIBRATION
Wit 100.8 FM
SUD RADIO
RIRE & CHANSONS
Chérie FM
NOSTALGIE
NRJ
Top Santé
Max
MODES & TRAVAUX
BIBA
Auto Plus
FHM
auto Journal
Télé Star
20 ANS
CHASSEUR FRANÇAIS
Nous Deux
Pleine Vie
Closer
SCIENCE & VIE
TÉLÉ POCHE
le film français
Ça
VSD
GEO
Télé Loisirs
Télé 2 semaines
Cuisine Gourmande
Gala
Femme Actuelle
Voici
TV Grandes chaînes
Capital
prima
NATIONAL GEOGRAPHIC
Management
RNT
DIRECT 8
HAVAS
SFR
RTL
RTL2
FUN
fun radio
RTL 9
M6
GIRONDINS DE BORDEAUX
W9
PARIS PREMIÈRE
metro
TF6
Série Club
TMC
TF1
odyssée
histoire
LCI
EUROSPORT
tv breizh
l'Humanité
ACTION
POLAR
escales



La lutte est acharnée mais *Le Plan B* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

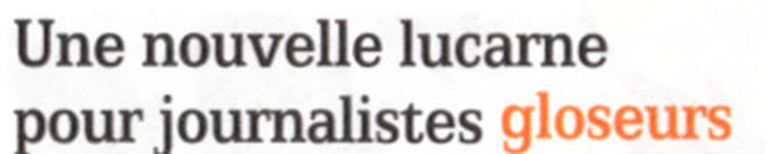
Prétentieux, richissime, acariâtre, opportuniste, **Jean Peyrelevade** est tout cela. Il se situe également au point de rencontre de l'univers des patrons qui plastronnent, des médias qui mentent et de la gauche qui capitule. Mais, désormais, Peyrelevade aimerait aussi passer pour le procureur d'un « capitalisme total » dont il a été un des principaux artisans – et profiteurs. Directeur adjoint de cabinet du Premier ministre Pierre Mauroy en 1981, il fait ensuite son nid (et sa pelote) dans la banque (Stern, puis l'UAP). Son grand ami Alain Minc, qu'il a beaucoup fréquenté à la Fondation Saint-Simon (en compagnie de Laurent Joffrin, Pierre Rosanvallon et Christine Ockrent), va veiller à ses intérêts. Il décrochera pour lui la direction du Crédit lyonnais en 1994. Peyrelevade l'admet : *« C'est Minc qui a suggéré à Édouard Balladur de me nommer à la tête de la banque. »* Le banquier socialiste financera alors plusieurs patrons surendettés – Pinault, Arnault, Lagardère – et les introduira au conseil d'administration du Lyonnais. Plus tard, retour d'ascenseur : Peyrelevade siégera au conseil de surveillance de Lagardère… Mais en restant de gauche. La preuve ? Pascal Lamy et DSK sont ses amis ! Une autre preuve ? Peyrelevade a appelé à voter Jospin en 2002 et, pour soutenir le « oui » au référendum européen, il a roucoulé à côté de son ami Philippe Val à l'émission « Mots croisés ».

En 2000, avec plus de 3 millions de francs de revenus, Peyrelevade compte au nombre des cumulards les mieux payés de France (il siège alors dans huit conseils d'administration, lapant les jetons de présence comme un chiot du bon lait). La même année, le cumulard sermonne les salariés : *« La France ne travaille pas assez. Si nous ne nous retroussons pas les manches, notre taux de croissance va encore s'affaiblir. »* Et, aujourd'hui, sans se démonter, il réclame la suppression des stock-options et la présence obligatoire des salariés dans les conseils d'administration. Qui donc a introduit les stock-options au Crédit lyonnais et qui a voulu y supprimer la présence des salariés au conseil d'administration ? Jean Peyrelevade, bien sûr.



Pour France 2, les profits de Total sont l'aubaine des salariés

France 2 annonce le 16 février 2006 à 20 heures : Total : 12 milliards d'euros de profits. Commentaire de la chaîne ? *« Une aubaine, aussi, pour les salariés français actionnaires de Total. »*



Une nouvelle lucarne pour journalistes gloseurs

Le 6 février 2006, l'émission *Entre les lignes* diffusée sur la chaîne parlementaire financée par le contribuable, LCP-AN, permettait d'entendre « débattre » entre eux quatre copains et adorateurs du capitalisme : Laurent Joffrin (*Le Nouvel Observateur*), Christophe Barbier (*L'Express*), Carl Meeus (*Le Point*), Nicolas Domenach (*Marianne*).



Laurence Parisot célèbre le métissage

« C'est ça qui est formidable dans la mondialisation, c'est le métissage ! », explique Laurence Parisot, présidente du Medef, dans l'émission *Le Grand Jury* LCI-RTL-*Le Figaro* du 19 février 2006. Le métissage patronal et médiatique est toutefois plus orienté dans le sens des États-Unis que du Sri Lanka : *« Il faut faire en sorte que tous les petits Français parlent anglais. S'il y avait une mesure qui devrait être généralisée et qui serait bénéfique pour notre économie, c'est bien celle-ci. »*



Ferry libère les femmes

Sur LCI, dans l'émission « Ferry-Julliard » du 4 mars 2006, Luc Ferry, président du Conseil d'analyse de la société, évoque sa riche expérience sociale pour établir à quel point la libération des femmes a avancé en Europe depuis cinquante ans : *« Je me souviens que la petite femme de ménage qui travaillait à la maison quand j'étais jeune, elle pleurait auprès de ma mère parce qu'il fallait qu'elle demande l'autorisation de son mari pour avoir des contraceptifs à la pharmacie. Tout ça a formidablement changé. »* Sauf que Luc Ferry a toujours une femme de ménage.

Daniel Mermet exécute Philippe Val et Charlie Hebdo

Samedi 28 janvier 2006, lors de la fête de *Fakir*, Daniel Mermet a estimé que *Charlie Hebdo* est *« dirigé par un mondain tout à fait méprisable »*. Quant à l'équipe du journal, elle serait constituée par *« des vieux dessinateurs qui pratiquent le principe dessin contre nourriture »*.

Les premiers essais médiatisés de l'année étaient tous oui-ouistes

Nicolas Baverez (*Nouveau Monde, vieille France*, Perrin), Alain Duhamel (*Les Prétendants*, Plon), Edwy Plenel (*Procès*, Stock), Alain Minc (*Le Crépuscule des petits dieux*, Grasset), Jacques Attali (*C'était François Mitterrand*, Fayard), Jacques Julliard (*Le Malheur français*, Flammarion.)

Nouvelles erreurs d'Alexandre Adler

Le 15 février 2006, Alexandre Adler consacre sa chronique de 8 h 30 sur France Culture à Dick Cheney, vice-président des États-Unis. Notre expert commet successivement deux erreurs. D'une part, il évoque l'installation de Cheney à la Maison-Blanche en 2000 (or ce fut en 2001). D'autre part, Adler prétend que Cheney est aussi président de la Chambre des représentants. Or, aux États-Unis, le vice-président préside le Sénat, pas la Chambre des représentants. Adler a écrit plusieurs livres sur les États-Unis…






David Pujadas : Vive le Medef !

Dans un entretien accordé à la revue de centre droit *Le Débat* (janvier-février 2006), David Pujadas entonne un refrain du Medef : *« Prenons la question du travail. En matière de télégénie, un emploi supprimé est toujours un sujet. Mais un emploi créé n'émeut jamais. Il ne s'agit pas, évidemment, de mettre les deux choses sur le même plan.* […] *Mais n'y a-t-il pas, à la longue, un risque de distorsion dans l'image qui est renvoyée du monde économique ? »* C'est d'autant plus injuste que le libéralisme, c'est la liberté : *« Les médias, la télévision en particulier, ont gagné en indépendance après 1981, avec les privatisations.* […] *Je crois que l'information est globalement plus riche et plus consciencieuse aujourd'hui qu'hier. La concentration en soi ne me semble pas forcément poser problème. Qu'il y ait de grands groupes de médias, pourquoi pas, dès lors qu'ils sont indépendants. »*

L'autocritique de Gildas

Dans « Pouvoir et télévision », une série diffusée sur France 5 (11, 18 et 25.2.06), Philippe Gildas se souvient de l'après 1968, quand il présentait le journal télévisé de TF1. *« On s'est beaucoup intéressé au social, peut-être un peu trop. On s'est beaucoup intéressé à la société, peut-être un peu trop.* […] *On a suivi au quotidien la grève du Joint français pendant 60 jours. Comme on rentabilisait, on passait midi et soir. Et est-ce que c'est parce qu'on y est arrivé qu'on a encouragé les grévistes à tenir longtemps ? En tous cas, ils ont tenu 60 jours…* […] *»* Puis, sans doute assez effrayé de ce qu'il vient de dire, l'ex-présentateur vedette de Canal Plus ajoute : *« Aujourd'hui je pense qu'on se serait rendu compte que c'était peut-être un peu trop »* (rire idiot).

« Trop », en effet. En 2006, Philippe Gildas monaye grassement sa notoriété en animant des soirées-débat pour le compte de multinationales. *« Je ne m'en suis jamais caché. Car nous, les journalistes, sommes compétents pour traiter en profondeur les débats internes aux entreprises. »* Et puis distraire les patrons rapporte plus qu'informer sur les ouvriers.



Boycotter *Libération* ? « Euh… oui… bah… non. »

Le référendum du 29 mai a montré qu'il était possible de remporter une victoire politique malgré les médias et même contre eux. Pourtant, les porte-parole de la contestation continuent d'offrir leurs tribunes et leur caution à des journaux dont ils déplorent la nullité. La brigade d'intervention téléphonique du *Plan B* les a tarabustés.

Faire une brève apparition dans les colonnes du *Monde* et de *Libération* ou contester les lieux communs antisociaux véhiculés par ces journaux ? La plupart des chefs médiatisés de la gauche radicale ont tranché : ils quémandent aux deux quotidiens la possibilité de publier leurs « tribunes » et s'abstiennent de critiquer leurs hôtes. Situation paradoxale : l'information-marchandise n'est plus considérée comme un enjeu de lutte par ceux qui combattent l'ordre marchand. Un grand écart de moins en moins apprécié par des militants désormais décidés à porter le fer dans la plaie du capitalisme médiatique.

Ce dernier n'est en effet pas moins redoutable que les autres. À l'automne 2005, la direction de *Libération* a décidé puis mis en œuvre la suppression de 15 % de ses effectifs. Peu après, le quotidien de Rothschild accusait d'antisémitisme le président du Venezuela Hugo Chavez au moyen d'une citation à la fois tronquée et détournée de son contexte (*lire ci-contre*).
« Cette attaque contre Chavez, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, fulmine Jean-Claude Amara, vice-président de Droit au logement, contacté à ce sujet par *Le Plan B. Il faut vraiment que ce canard, un vrai torchon, disparaisse dans les poubelles de l'histoire ».* Faut-il alors boycotter ce « torchon » ? Pas si vite, se ravise le militant du DAL : *« Pour nous, le boycott collectif, c'est pas possible, parce que certains camarades pensent qu'on ne peut pas se mettre à dos ce journal aux dépens des luttes collectives.»*

S'il insulte le Venezuela de Chavez, *Libération* a les yeux de Chimène pour le Chili de Pinochet. *« Finances publiques saines, inflation faible, commerce extérieur au beau fixe, croissance forte… En Amérique latine, le Chili fait figure d'exception. »* Grâce à qui ? *« Grâce surtout aux Chicago boys, et leurs disciples chiliens* [...] *qui ne jurent que par un maître, Milton Friedman, prix Nobel d'économie en 1976*[1] *»* (*Libération*, 17.1.06).

Réaction de Gérard Filoche, militant du PS qui s'est trompé de parti (il est opposé au Medef) : *« Les médias sont comme ça à 90 %. Mais les 10 % qui restent permettent de s'exprimer. » Libération* ne figure apparemment pas dans la liste des 10 % : *« Aujourd'hui, cela fait près de quatre ans que je leur envoie des papiers pour les pages "Rebonds" et qu'ils ne les passent jamais »*, gémit Filoche (qui semble ignorer que ces pages sont réservées aux amis du journal, comme Zaki Laïdi). Alors, pourquoi continuer d'en envoyer à Serge July qui en fait des boulettes en rigolant lors de ses soupers avec Christine Ockrent ? Sans doute pour permettre à des sociologues ratés de gloser sur le pluralisme des grands médias…

Le Plan B interroge ensuite Annick Coupé, porte-parole de l'Union syndicale Solidaires et auteure de multiples tribunes dans *Libération* (dernière en date : le 3 février).
Annick Coupé : *Je suis bien consciente que nous sommes pris dans cette contradiction : d'un côté le contenu de* Libération *me fait faire des bonds, mais en même temps nous avons un besoin de visibilité.*
Le Plan B : *Comment expliquez-vous que les syndicats défendent la santé, l'école, EDF, les services publics, et ne s'occupent pas des médias, alors qu'on peut considérer que l'information est aussi un service public ?*
A. C. : *La remarque est juste, et c'est pour ça qu'il est important que des associations comme Acrimed réfléchissent et débattent…*
Esquive ? *« Je ne cherche pas à me défausser,* proteste la syndicaliste. *C'est vrai qu'on ne se bat pas là-dessus. »* Pourquoi ? Filoche avait répondu : *« Mais qui va mener bataille ? Les forces de contestation des médias sont minoritaires… »* Merveilleuse logique : on ne se bat pas parce que personne ne se bat… tant qu'on sera minoritaires !

Certains auteurs polygraphes de tribunes dans la presse qui ment ont refusé de nous répondre, comme Philippe Corcuff, abonné aux pages « Rebonds » de *Libération*. Les autres peinent à cacher leur embarras, tel Samuel Joshua, universitaire et membre lui aussi de la LCR. Quand notre brigadier le joint au téléphone, il vient de publier un nouveau texte dans le journal de Serge July avec son camarade Daniel Bensaïd (31.1.06).

Le Plan B : *Je voudrais savoir si vous auriez deux minutes pour répondre à deux questions simplement.*
Samuel Joshua : *Allez-y.*
P. B. : *Comme militant politique et intellectuel, pourquoi vous ne prenez jamais position sur la question des médias ?*
S.J. : *Euh… Je ne comprends pas la question… On passe à la suivante…*
P. B. : *Dans la mesure où* Libération *est un journal qui licencie, qui ment, comme le montre l'affaire Chavez, cela ne vous pose pas un problème de publier des tribunes dans ses colonnes ?*
S.J. : *Euh… Vous pouvez passer à la troisième question s'il vous plaît ?*
P. B. : *Eh bien non, c'étaient mes deux seules questions !*
S.J. : *Eh ben alors ce sera tout, merci…*
Oh non, ce n'est pas tout. Pour *Le Plan B*, ce n'est que le début !

1 Militant du libre marché, l'économiste Milton Friedman est l'un des théoriciens contemporains du monétarisme.

Libération libéré de la vérité

Samedi 24 décembre 2005, Hugo Chavez, s'appuyant sur un rapport de l'ONU, accuse : *« Le monde dispose d'assez de richesses pour tous, donc, mais dans les faits des minorités, les descendants de ceux qui crucifièrent le Christ, les descendants de ceux qui jetèrent Bolivar hors d'ici et aussi le crucifièrent à leur manière à Santa Marta en Colombie ; une minorité s'est approprié les richesses du monde* […]. *»*
Le 9 janvier 2006, *Libération* annonce en Une : « Chavez antisémite »… Et le journaliste Jean-Hébert Armengaud brode sur « Le credo antisémite de Hugo Chavez ». Le ton est donné dès les premières lignes : *« Antinéolibéral, anti-impérialiste… et antisémite ? »*
Pour les besoins de la cause, la phrase de Chavez est à la fois tronquée et réécrite : *« Il se trouve qu'une minorité, les descendants de ceux qui ont crucifié le Christ* […], *s'est emparée des richesses du monde* […] *et a concentré ces richesses entre quelques mains. »*
Une minorité ? Les Juifs ! interprète aussitôt Armengaud… Le même jour, le site du *Monde* publie une autre traduction trafiquée : *« Le monde appartient à tous mais une minorité, les descendants de ceux qui ont crucifié le Christ, s'est emparée des richesses mondiales* […]. *»*

Séance tenante, Acrimed démontre la falsification[1]. Chroniqueur à *Libération*, Daniel Schneidermann l'admet sur son blog et met indirectement en accusation son collègue Armengaud (qui enfin s'est fait un nom) : *« Il me semble que toute la question se résume à une citation tronquée*[2] *»*. Mais il oublie d'en souffler mot dans *Libération*… Même comportement de Philippe Lançon, journaliste à *Libération*, qui écrit de son côté, dans *Charlie Hebdo* : *« Si l'on relit tout le passage, il paraît clair que l'expression ne désigne pas les Juifs, mais les riches et les puissants »* (25.1.06). Ainsi, deux salariés de *Libération* confessent la falsification dont leur journal s'est rendu coupable.
Mais les lecteurs du quotidien n'en sauront rien.

1 Lire le récit complet de cette affaire sur le site d'Acrimed, www.acrimed.org/article2241.
2 www.bigbangblog.net, 16.1.06.

Nouvelles chaînes, vieilles badernes :

Alain Minc saute sur la TNT

« On peut manger du poulet ! » analyse le 20 février sur RTL la « philosophe » Géraldine Muhlmann dans l'émission de Pascale Clark *On refait le monde.* Le même jour, sur I-Télévision, le mondain beachélien Georges-Marc Benamou côtoie son ami Renaud Dély, chef du service politique de *Libération.* Thème de l'émission : « N'ayons pas peur de manger du poulet ». Dix jours plus tôt sur LCI, dans l'émission *Le Grand Débat,* la journaliste Nicole Bacharan et Philippe Val devisent sur l'affaire d'Outreau. Les bavards aiment parler, les chaînes adorent combler leurs programmes de propos creux qui ne leur coûtent pas très cher.

Les émissions de « bavardage » se généralisent dans la plupart des médias. Ratiocinations entre « *journalistes cabotins*[1] », cancans autour d'un invité politique ou d'un expert médiatique… tous les prétextes sont bons pour faire parler les beaux parleurs. L'inflation de ce type d'émission a été dopée par l'arrivée de nouvelles chaînes (I-Télé, LCI, Direct 8…) Celle de Vincent Bolloré, Direct 8, a fait le choix, avec *Le monde d'Alexandre Adler, Le blog-notes de Philippe Labro* et *Face à Alain Minc,* de privilégier les débats autour d'inconnus trop longtemps évincés des plateaux.

Si Alain Minc a décidé de pérorer tous les dimanches de 19 heures à 20 heures, c'est *« par gentillesse. Vincent a créé sa chaîne avec ses copains »* (*Le Figaro,* 28.3.05). Associé à Bolloré Media, Alain Minc est aussi président de sa propre société de conseil, AM Conseil (qui compte Bolloré pour client), administrateur de Valeo, de Vinci, de la Fnac, président du conseil de surveillance du *Monde* et administrateur de la Société des lecteurs du *Monde.* Il *« joue cinq fois par semaine au tennis »* (Direct 8, 17.4. 05). Électeur de François Mitterrand en 1981, il n'a pas hésité à soutenir et à voter Édouard Balladur en 1995. Pourquoi ce revirement ? Par calcul : *« Je suis un libéral de gauche, ce qui est plein d'avantages. Je suis de gauche pour mes amis de gauche et libéral pour mes amis de droite »* (*Le Nouvel Économiste,* 29.9.05).

L'émission *Face à Alain Minc* étonne par son audace en confrontant des « jeunes », étudiants, journalistes ou politiques, aux élucubrations de Minc. Lors des premiers épisodes de cette aventure intellectuelle, Alain Minc expliquait à propos du traité constitutionnel européen que si les jeunes voulaient voter non, c'est *« parce que c'est une espèce de réaction émotive ».* Qu'un intervenant critique la marche forcée vers la Constitution européenne et Alain Minc lui rétorquait : *« Mais qu'est-ce que vous avez contre la marche forcée ? »*

Le président du conseil de surveillance du *Monde* gratifie régulièrement ses (quelques) téléspectateurs d'un tour du monde rapide – 80 secondes – mais toujours à l'écart des lieux communs. Attentif aux relations conflictuelles qu'entretiennent la Chine et le Japon, il rappelle que *« les Japonais n'assument pas leur culpabilité historique ».* Inquiet des relations entre l'Inde et le Pakistan, il se rassure car *« le cricket en Inde, c'est quelque chose de majeur. »* L'Amérique du Sud ? *« Le Chili est devenu un pays normal »,* mais *« l'Argentine vit quand même avec le péronisme ».* L'Afrique ? *« C'est étonnant ce qui se passe au Maroc »* (17.4.05). Sans oublier le Rwanda, le Cambodge, la Corée du Nord. La prochaine fois, on apprendra que les Chinois mangent du riz et que nombre d'essais politiques sont rédigés par des plagiaires.

Comment remplir sans frais les grilles de programmes des nouvelles chaînes commerciales ? En multipliant les émissions de bavardage entre journalistes, gloseurs professionnels et Narcisses sur le retour.

Alain Minc est maternel : *« Les journalistes du* Monde *ont constaté que je les ai protégés »* (24.4.05). Mais sitôt qu'il flaire des relents égalitaristes dans les propos de ses interlocuteurs, par exemple l'idée que *« n'importe quel salarié d'une entreprise a son talent à lui »,* il corrige l'impétrant : *« Ah, non, mais arrêtez ! Écoutez eh eh oh ! On va pas réécrire le vieux débat qui consiste à dire : tout le monde a les mêmes capacités, tout le monde a les mêmes possibilités, tout le monde a la même rémunération. »* La sienne tutoie les 4 millions d'euros par an. Pour relancer l'emploi, *« on sait très bien qu'il faut changer un certain nombre d'éléments du cadre du travail, on sait très bien qu'il faut redonner une certaine forme de flexibilité… »* D'ailleurs, *« il y a plein emploi pour ceux qui peuvent et qui veulent ».*

Les fulgurances d'Alain Minc sur Direct 8 évoquent celles de Stéphane Paoli sur France Inter : *« Ce qui se passe dans les banlieues est dramatique »* (6.11.05). Que fallait-il faire alors pour enrayer les « émeutes » ? Un débat avec un footballeur milliardaire, bien sûr ! *« À aucun moment je n'ai entendu le Français, paraît-il qui est le plus populaire, Zidane, appeler au calme. »* (13.11.05)

La télévision est ingrate : malgré ses réflexions pénétrantes, Alain Minc a été déchu de son poste de coprésentateur et relégué au rang de simple éditorialiste.

1 Lire « Laurent Joffrin, le journaliste le plus bête de France », sur le site de *PLPL* : www.plpl.org

Interview du responsable de l'émission d'Alain Minc : Les téléspectateurs adorent les plagiaires

Condamné pour plagiat en novembre 2001, Alain Minc a dû verser 100 000 francs à sa victime, Patrick Rödel, ainsi qu'à sa maison d'édition, Climats. Cette condamnation ne paraît pas avoir dérangé Direct 8, dont Le Plan B a joint l'un des responsables. Guillaume Klossa, qui anime l'émission de Minc, nous livre son sentiment personnel sur la question. Klossa, éditorialiste au quotidien gratuit *Métro*, préside également le *think-tank* pro-constitution européenne Europa Nova.

Le Plan B : *Le fait qu'Alain Minc ait été condamné pour plagiat n'entache-t-il pas la crédibilité de l'émission ?*

Guillaume Klossa : *Je ne vois pas pourquoi. Attendez… Regardez,* On ne peut pas plaire à tout le monde*, ils ont été condamnés, ça n'entache pas la crédibilité de l'émission… Ça n'a rien à voir.*

Le Plan B : *Mais du point de vue de l'éthique de l'émission ?*

GK : *Il est éditorialiste. Il vient pour lancer le débat… C'est pour avoir des analyses qui permettent de réagir. […] Après, c'est aux téléspectateurs de voir…*

Le Plan B : *Mais pourquoi le choix d'Alain Minc ? Est-il compétent sur tous les sujets abordés ?*

GK : *C'est un choix éditorial antérieur à mon arrivée qui a été fait par les dirigeants de la chaîne. Alain Minc est un essayiste reconnu* [par les journalistes qui ont célébré un à un ses trente essais ratés, ndlr], *qui est polémique. L'idée, c'est de créer le débat et la polémique.*

Le Plan B : *Mais quelle est sa crédibilité, finalement ?*

GK : *Son essai* Le Crépuscule des petits Dieux *est le deuxième essai actuellement dans les meilleures ventes. Il a une crédibilité forte auprès du grand public.*

Le Plan B : *Il a aussi bénéficié de critiques avantageuses et d'une forte promotion…*

GK : *C'est pas le seul…*

Le Plan B : *Oui, Duhamel, Baverez, BHL…*

GK : *Les autres ont eu les mêmes moyens, mais ils n'ont pas eu le même succès. Les partis pris et les analyses de Minc plaisent.*

Le Plan B : *Donc, pour vous, le plagiat de Minc n'entache pas l'émission ?*

GK : *Je n'ai pas l'impression que ça dérange les téléspectateurs…*

Le Plan B : *Peut-être qu'ils ne le savent pas ?*

GK : *Regardez tous les animateurs qui ont été condamnés, et qui… heu… voilà… je ne peux pas vous en dire plus.*

Chiffres & délices

- Nombre moyen d'Allemands de l'Est tués chaque année en tentant de passer à l'Ouest entre 1961 et 1989 : 18.
- Nombre moyen de Mexicains morts chaque année depuis 2000 en tentant de passer aux États-Unis : 407. (Harper's, mai 2005)

- Nombre total d'invités en 2005 dans les émissions « Campus » (France 2), « Culture et Dépendances » (France 3), « Mots Croisés » (France 2) et « Ripostes » (France 5) : 621.
- Nombre de « cadres et professions intellectuelles supérieures » invités : 570.
- Nombre d'ouvriers et d'employés invités : 1. (Institut statistique sardon)

- Nombre de journalistes tués dans le monde en 2005 : 63.
- Nombre de syndicalistes tués dans le monde en 2005 : 145. (RSF, CISL)

La critique des médias au péril de la récupération (première partie)

Quand le vent tourne, les vestes se retournent : longtemps ignoré, toujours calomnié, notre combat contre le Parti de la presse et de l'argent (PPA) suscite désormais l'intérêt de responsables politiques et de curés de presse défroqués. Comment discerner ânes et tartufes ?



Philippe Val est-il un « abruti » ?

Dans le portrait que *Libération* faisait de Philippe Val, « ami » de Serge July (21.2.06), on lisait ceci : « *L'époque est ainsi faite qu'un patron de presse écrite se doit d'être une bête de télé. Cette obligation de faire allégeance au média dévoreur est pathétique, mais c'est ainsi. Val sait faire, mieux : il adore ça. Luz : "Il aime bien être lu, vu et reconnu pour ses idées. Et pour cela, tous les moyens sont bons. La télé y compris."* »

Il y a quelques années, tous les moyens n'étaient pas bons. Dans un supplément « Télé » vendu avec le numéro 263 de *Charlie Hebdo*, le 2 juillet 1997, Philippe Val écrivait un éditorial titré « La camisole médiatique ». On y lisait : « *Le fascisme et la télé ont ceci en commun qu'ils cherchent à rendre impossible tout dialogue en enfermant toute pensée dans la phrase la plus courte ou l'invective la plus ronflante. [...] Nombre de ceux qui passent devant la caméra, journalistes, artistes, hommes politiques, oublient vite pourquoi ils sont là pour ne plus penser qu'à y rester ou à y revenir. Ils deviennent "drug addict". [...] Le groupe Bouygues ne créa LCI que pour garnir son carnet de relations en multipliant les invitations à "passer à la télé". [...] La place effrayante que prennent des abrutis dans le panthéon télévisuel permet aux médias d'ignorer superbement les lumières du siècle.* »

Le 10 février 2006, Philippe Val, désormais installé dans le « carnet d'adresses » de Bouygues, participait à l'émission de bavardage journalistique de LCI « Le grand débat ». Évoquant l'affaire d'Outreau, notre lettré eut cette réflexion pénétrante : « *Quoi qu'il arrive, les juges sont des hommes ou des femmes et le système est tributaire de cette fragilité humaine.* » Fragilité de l'amnésie...

Devant les caméras du *Grand Journal* de Canal Plus (groupe Vivendi Universal), un moustachu connu brossait le 3 janvier un tableau cru du monde des médias : *« une sorte de nouvelle aristocratie, d'oligarchie, qui est dans le monde économique, une partie du monde politique et une partie du monde médiatique, qui est clos. Et c'est ce monde-là, qui a les mêmes intérêts, les mêmes fréquentations, qui a peur.* [...] *La solution, c'est l'indépendance, c'est de se battre pour l'indépendance !* [...] *La solution, c'est de ne pas laisser le modèle économique, comme une sorte de pensée unique, imposer sa loi au modèle éditorial* » (3.1.06).

Pour avoir décrit et documenté (avec infiniment moins de balourdise...) le même phénomène, l'association de critique des médias Acrimed ou le journal *PLPL* ont essuyé de multiples injures. Le moustachu, lui, fut applaudi : c'était Edwy Plenel, en tournée de téléachat pour ses derniers livres[1] ! Le caractère bouffon d'une charge contre le modèle *« économique »* qui *« impose sa loi au modèle éditorial »* lancée par l'ex-directeur de la rédaction du *Monde*, ancien directeur adjoint de la SA Le Monde, ancien compère du conseiller sarkozyste Alain Minc, et complice du patron de presse Jean-Marie Colombani, n'a pas frappé le présentateur de Canal Plus. Quoi, cet ancien pourfendeur haineux de la critique radicale des médias, ce responsable pendant dix ans de la transformation du *Monde* en quotidien vespéral des marchés, cet artisan du rachat puis de la mise au pas des groupes Le Midi libre, La Vie, des *Cahiers du cinéma*, Edwy Plenel en somme, pestait contre « la pensée unique » ! À la rédaction du *Plan B*, l'éclat de rire fut général.

Ces palinodies campent le décor : depuis la victoire du Non au référendum du 29 mai 2005 et à l'approche de l'élection présidentielle, la question des médias ressort des tiroirs où les porte-parole des partis de toutes obédiences s'employaient à la cloîtrer. Les militants du Non n'ont-ils pas démontré qu'on pouvait gagner une bataille politique malgré la presse qui ment ? N'ont-ils pas ridiculisé les contremaîtres de l'information[2] ? Le créneau paraît d'autant plus porteur aux opportunistes qu'ils doivent faire oublier deux décennies de capitulations aux pieds des multinationales de la communication.

Le Parti socialiste a donc ouvert le bal. En octobre dernier, Lionel Jospin, qui en la matière a offert Aérospatiale à Lagardère, note dans son livre *Le monde comme je le vois* (Gallimard) : « *Nombre de médias audiovisuels ou de la presse écrite sont possédés en France par de grands groupes industriels (Bouygues, Lagardère, Dassault...) ou bien ont ouvert largement leur capital à des groupes économiques ou financiers. On se doute que ces médias – au-delà des choix des journalistes eux-mêmes – sont globalement sensibles à l'idéologie et à la mentalité de ces milieux, et en diffusent largement les arguments dans le public.* »

Mais, plutôt que de réclamer séance tenante l'expropriation des industriels de la presse et l'éviction des animateurs-producteurs euromillionnaires, l'ancien Premier ministre dîne avec eux : « *On le surprend en effet dans la célèbre brasserie parisienne attablé avec Drucker et Elkabbach* », nous apprend le *Journal du Dimanche* (22.1.06).

François Hollande entre alors en piste. Jaloux des succès journalistiques de Ségolène Royal, le premier secrétaire du PS tonne contre cette presse *« concentrée »* qui « *n'est pas indépendante autant qu'il le faudrait* » et dont *« les formes d'organisation sont à bien des égards dépassées »* (vœux à la presse, 16.1.06). Et le féroce François Hollande d'annoncer *« une proposition : que les sociétés de rédacteurs soient partout généralisées, et qu'elles puissent, dans tous les organes de presse, écrite ou audiovisuelle, être représentées dans les lieux de décision de l'entreprise ».*

Un ange passe. Il est corpulent, lillois, il s'appelle Pierre Mauroy. Nous sommes en octobre 1983 et le Premier ministre d'alors annonce une loi contre la concentration de la presse au congrès socialiste de Bourg-en-Bresse : « *Il faut donner un coup d'arrêt à la constitution des monopoles de presse toujours plus puissants et monolithiques.* [Applaudissements.] *Il faut savoir qui possède réellement le capital des entreprises de presse.* [Très vifs applaudissements.]... *Je n'ai pas fini... Les Résistants l'avaient bien compris. Une ordonnance a été prise, dans ce but, en 1944, sous l'autorité du général de Gaulle. Elle n'a jamais été appliquée* [Pierre Mauroy est à Matignon depuis mai 1981...]. *Il faut lui rendre force de loi...* [Applaudissements.] *en l'adaptant aux réalités de la presse contemporaine. Chers amis, chers camarades, je vous le demande, faut-il le faire ?*

La salle : – *Oui !*

Pierre Mauroy : – *Eh bien ! Nous le ferons !*

La salle : – *Oui ! Oui !*»

Moins de trois ans après, la gauche a créé deux chaînes de télévision privées et confié l'une d'entre elles à Silvio Berlusconi... La loi « anticoncentration » votée en 1984 offrira à Robert Hersant le privilège unique de contrôler légalement 19 quotidiens. En 1997, rebelote : le PS promet *« l'abaissement de 49 % à 25 % de la part qu'un groupe peut détenir dans le capital d'une entreprise de télévision et l'éviction forcée des groupes bénéficiant de marchés publics du contrôle de ces entreprises*[3] *».* Un an plus tard, la « gauche plurielle » abdique. Sous la pression des trois entreprises visées par le projet – Bouygues, Générale des eaux, Lyonnaise des eaux –, le projet de loi Trautmann est enterré... jusqu'au prochain scrutin.

Dans le second volet de cet article, *Le Plan B* examinera le cas des « convertis » de gauche et d'extrême gauche. Un délice en perspective !

À suivre...

Duhamel contre Duhamel

L'année s'annonçait plaisante : le 8 février, Alain Duhamel publiait dans *Libération* une philippique contre les « *démons de la télévision : le despotisme de l'instantanéité, du temps réel, l'emprise de l'émotivité et même de l'irrationalité, le triomphe de la simplification* ». Omniprésent sur les ondes pour la promotion de son dernier essai (anodin), squatteur des plateaux de télévision depuis plus de trente ans, Duhamel dodelinait comme un vieux garçon à qui l'on vient de chaparder son Vélo-Solex : « *La télévision est aujourd'hui politiquement plus libre, financièrement plus dépendante, mais surtout elle-même plus dangereuse.* » Car enfin, « *l'idée reçue, à la fin des années 80 et au début des années 90, est qu'une télévision désormais multiple et diversifiée allait nécessairement fournir une information politique de qualité. Ce n'est pas ce qui s'est produit* ». Stupéfiante découverte dont on imagine aussitôt l'une des raisons : quels que soient les propriétaires d'un journal, d'une radio ou d'une télévision, son usager à toutes les chances de tomber sur... Alain Duhamel.

---

1 Portraits enthousiastes d'Edwy par Plenel, les deux ouvrages moustachus parus en janvier 2006 ont marqué l'histoire de l'édition : peu après leur parution, la SNCF fut contrainte de réquisitionner des fourgons à bestiaux pour acheminer au pilon les monceaux d'invendus.

2 Lire à ce sujet le livre de notre exubérante vitrine universitaire Acrimed, *Médias en campagne*, Syllepse, 2005.

3 Voir *Le Monde diplomatique*, mai 1998.



EN HAUSSE :

LE PLAN B. C'est la plus grande aventure intellectuelle européenne depuis *PLPL* et *Fakir*. Le démarrage est foudroyant.

JEAN-MARIE BIGARD. Le comique qui dîne avec Sarkozy en compagnie de Laurent Baffie a enfin trouvé un livre susceptible de l'intéresser. Participant, le 8 janvier 2006, à l'émission de Marc-Olivier Fogiel en compagnie d'Alain Minc, Bigard s'est emparé du dernier essai (raté) du plagiaire, *Le Crépuscule des petits dieux*, et s'est délecté d'avance : « *J'aurai du plaisir à le lire, en plus.* »



EN BAISSE :

LAURENT JOFFRIN. Le directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur* a laissé *Le Nouvel Observateur* annoncer, le 2 février 2006, que Sara Daniel, journaliste au *Nouvel Observateur*, avait « *reçu le prix Louis-Hachette pour la presse écrite* ». Qui donc présidait le jury ayant couvert d'euros la fille de Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur* ? Laurent Joffrin lui-même ! L'homme que *PLPL* a qualifié de « journaliste le plus bête de France » n'est pas si idiot quand il réfléchit aux moyens de décrocher une augmentation.

JACK LANG. Pour faire le paon sécuritaire, Jack Lang avait accablé le mari d'une directrice de maternelle accusé de pédophilie dans le Pas-de-Calais. Le 6 septembre 2001, au lendemain de l'incarcération du prévenu, Jack écrivait aux parents d'élèves : « *C'est avec stupeur et consternation que j'ai appris les actes scandaleux et odieux commis par l'époux de la directrice de l'école où sont scolarisés vos enfants. Je partage la souffrance des jeunes victimes et l'émotion des familles.* » Le 14 décembre 2005, l'accusé était blanchi par un non-lieu. Il attend toujours les excuses du démagogue cravaté.

EDWY PLENEL. A eu le culot de se comparer à Oscar Wilde. Dans son dernier essai (raté), *Procès*, l'ex-roi du téléachat Edwy Plenel écrit : « *À l'instar d'Oscar Wilde, j'ai sous-estimé les préjugés sociaux et les conservatismes intellectuels.* » Oscar Wilde a fait de la prison et est mort ruiné, alors que Plenel, lui, continue à faire de la télé sur une chaîne du groupe Bouygues grâce à l'intervention personnelle en sa faveur de Patrick Le Lay ; il a hérité d'une chronique sur France Culture grâce à Laure Adler, et aurait quitté *Le Monde* avec un magot de plusieurs millions de francs. Son dernier livre mécontente les libraires, qui doivent consacrer leurs week-ends à ficeler des cartons d'invendus moustachus.

PHILIPPE SOLLERS. Ce romancier mondain est suffisamment inoffensif pour avoir obtenu que le 5 janvier 2006, jour de la sortie de son dernier roman, *Libération*, *Le Monde* et *Le Figaro* publient chacun un article à sa gloire, lui l'ex-mao devenu balladurien et admirateur du pape. Dans *Le Figaro*, Frédéric Beigbeder a salué son vieux modèle : « *Voici l'écrivain le plus vivant du monde. Lisez-le ou vous êtes morts.* » (5.1.06)

JACQUES ATTALI. Roi du « Je-dis-n'importe-quoi », l'ex-banquier a prétendu, le 8 janvier 2006 sur France 5, que François Mitterrand avait « *perdu de 125 ou 130 000 voix* » l'élection présidentielle de 1974. Faute de « *trucage en outre-mer* », il l'aurait emporté, a ajouté Attali. En réalité, l'écart fut de plus de 400 000 voix. (Giscard d'Estaing, 13 396 203 voix ; Mitterrand, 12 971 604.) Même sans l'appui des suffrages d'outre-mer, Giscard aurait été élu.

Démontage de texte

Daniel Cohen explique la mondialisation aux grands enfants

Le 15 janvier 2006, l'« économiste » Daniel Cohen infligeait aux auditeurs de France Inter* une leçon d'instruction économique. Le Plan B a d'abord cru à une lecture radiophonique de Tintin au Congo. Puis il a soumis la transcription à un véritable économiste. Verdict : Daniel Cohen devra redoubler sa seconde.

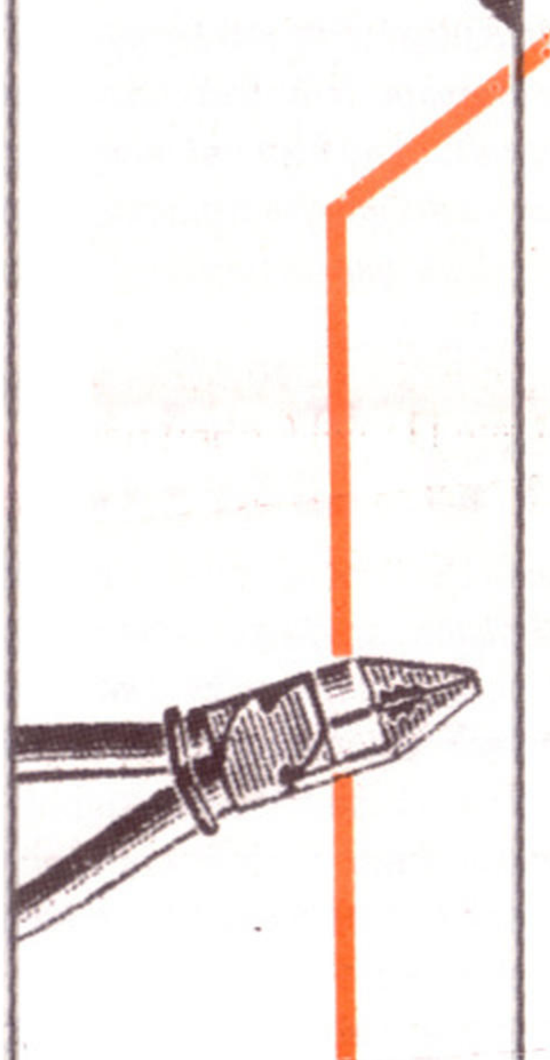
* Émission Les P'tits Bateaux, le dimanche de 19 h 30 à 20 heures.

Question d'une jeune auditrice, Ève : *J'ai acheté une paire de gants à 1 euro. J'ai trouvé que c'était une super-affaire. Mais après, je me suis demandé combien étaient payés les gens qui l'avaient fabriquée et j'ai eu envie de la rendre.*

Daniel Cohen ❶ : Si vous rendiez cette paire de gants, vous rendriez un très mauvais service à ceux qui l'ont fabriquée, puisque cette paire de gants, pour ces personnes-là, c'est leur manière d'accéder à la richesse que vous avez déjà vous-même. Le fait que ces gens soient mal payés dans les pays, ça tient à beaucoup de choses, qui ont vocation à changer. Ça tient au fait que ce sont des gens qui n'ont pas les machines que nous avons ici, qui sont donc obligés de travailler eux-mêmes plus durement que nous. Nous, dans une nation riche, on appuie sur un bouton et ce bouton permet de faire beaucoup de choses ❷.

[...]

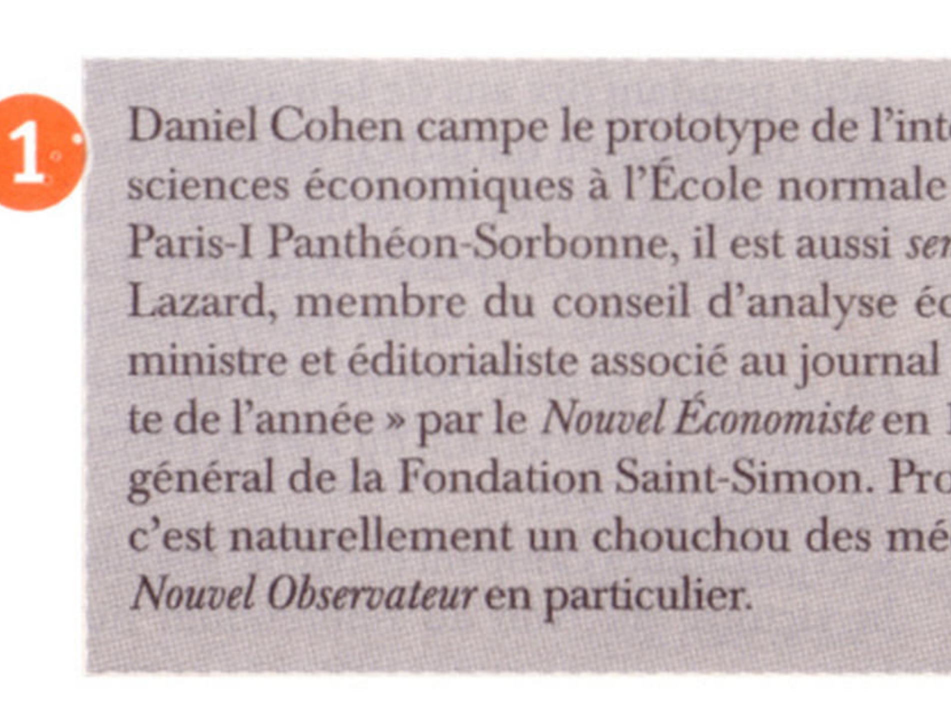
Donc le travail est mal payé parce que les gens manquent de ces leviers qui permettent aux entreprises les plus riches d'être les plus productives ❸. Le travail est mal payé aussi parce que ces nations sont loin de nous. Il faut qu'ils acceptent de gagner moins pour pouvoir trouver leur voie à nos marchés à nous. Si c'était au même prix, alors on ne leur achèterait pas leur marchandise, parce qu'ils habitent très loin ❹.



[...] Est-ce qu'ils seront toujours moins bien payés que nous ? L'histoire nous montre que non. Les nations très pauvres, l'Irlande en Europe par exemple, il y a encore trente ans, gagnait trois fois moins que nous et gagne aujourd'hui 30 % de plus que nous et les salaires irlandais ont suivi. Les salaires chinois finiront par croître avec la richesse des Chinois. Ce jour-là nous paierons nos jouets beaucoup plus cher et on découvrira que les Chinois sont riches ❺.

Noëlle Breham (France Inter) : *Et si j'achète ma paire de gants 1 euro et que je rends donc service à celui qui l'a fabriquée même s'il est pas payé lourd, est-ce que je fais pas plonger le Français qui l'aurait fabriquée pour 10 euros ?*

Daniel Cohen : [...] Toute la question est de savoir si le Français qui devient pauvre peut trouver d'autres emplois où il deviendra plus riche que s'il avait continué de fabriquer ces gants. En théorie, la réponse est oui, en pratique, il semble que ce ne soit pas toujours le cas. [...] Vous achetez vos gants moins cher. Vous avez plus de richesses qu'avant et donc vous pouvez acheter plus de choses, vous qui ne fabriquez pas les gants, que vous ne pouviez avant ❻. Et donc ce pouvoir d'achat additionnel que vous avez va créer des emplois ❼.



1 Daniel Cohen campe le prototype de l'intellectuel à gages : professeur de sciences économiques à l'École normale supérieure et à l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, il est aussi *senior adviser* auprès de la banque Lazard, membre du conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre et éditorialiste associé au journal *Le Monde*. Désigné « économiste de l'année » par le *Nouvel Économiste* en 1997, il a également été délégué général de la Fondation Saint-Simon. Proche des idées de Pascal Lamy, c'est naturellement un chouchou des médias, *Le Monde*, *Libération* et *Le Nouvel Observateur* en particulier.

L'économiste de terrain qui vous parle connaît visiblement très bien les ateliers d'usine et les bureaux de sociétés de services où, à force d'appuyer sur un bouton, on finit par enregistrer 21 000 troubles musculo-squelettiques pour la seule année 2002 (chiffres de la CNAMTS). En dix ans, ces troubles ont été multipliés par 8. Non seulement ils ne sont qu'une partie des maladies professionnelles reconnues chaque année en France (50 000 en 2005), mais on sait que pour certaines affections liées aux conditions de travail, comme les cancers, les dermatoses ou l'asthme, seuls 10 % des cas réels seraient officiellement reconnus (rapport Diricq, 2005). Sans parler des accidents du travail, qui touchent 4,6 % des salariés chaque année et dont l'indice de gravité a augmenté de 20 % entre 2001 et 2004, chez « nous »... dans une « nation riche ». Daniel, prends garde à ne pas te coincer les doigts dans le bouton d'ascenseur qui t'emmène à ton bureau de la banque d'affaires Lazard où tu justifies les salaires de misère du tiers-monde...

2

Double erreur du *senior adviser*! Si les travailleurs des pays « à bas salaires » étaient payés dix fois moins qu'ici parce qu'ils sont dix fois moins productifs que « nous », cela ne permettrait pas d'expliquer que leurs produits soient meilleur marché : leur coût de production serait exactement le même. En effet, ces salariés seraient payés dix fois moins, mais, comme il leur faudrait dix fois plus d'heures pour produire la même quantité de biens, leur avantage comparatif serait nul. En réalité, les salariés des « pays à bas salaires » qui produisent « des paires de gants » sont au moins aussi efficaces que « nous ». La technologie utilisée, les qualifications employées et l'organisation du travail sont à peu près identiques aux nôtres. Si des salariés aussi productifs que « nous » gagnent dix fois moins que « nous » (ce qui permet effectivement à la paire de gants importée d'être beaucoup moins chère), c'est qu'eux ne peuvent pas faire valoir à leurs patrons qu'à défaut d'être mieux rémunérés ils iront chercher du travail où c'est mieux payé. Car les autres secteurs de l'économie, qui ne sont pas tournés vers l'exportation (services, construction et surtout agriculture), sont effectivement moins productifs qu'en Occident. Par ailleurs, si on propose aux salariés français d'aller travailler en Thaïlande pour un Smic mensuel par an, la plupart des Thaïlandais n'ont pas, eux, la possibilité d'émigrer en masse là où ils seraient mieux payés, « chez nous » par exemple.

3

Si notre gentil économiste-banquier ami des médias disait autre chose que des âneries... Lorsque Taïwan vend des ordinateurs à la France, il faudrait que les salariés taïwanais acceptent de « payer » le prix du transport, alors que lorsque la France vend des frégates à Taïwan elle n'aurait pas besoin de payer plus mal ses salariés... Le professeur à l'École normale supérieure va nous expliquer comment la distance (le coût du transport) entre « eux » et « nous » est supérieure à la distance entre « nous » et « eux » !

4

À la fin, tout est bien qui finit bien. À la fin... oui. Mais comme il n'y a jamais de fin, et que l'économie est toujours en train de s'ajuster, *« à long terme, nous serons tous morts »*. C'est ce que l'économiste Keynes (1883-1946) avait compris avant même que Daniel Cohen ne naisse et ne bâcle ses tribunes dans *Le Monde* (devenu un satellite du groupe Lagardère) et dans *L'Express* (groupe Dassault). Comme celle dans laquelle il expliquait : *« Les plus pauvres se révoltent moins contre l'exploitation par le capitalisme que contre le fait que le capitalisme les ignore ! »* (*L'Express*, 2.2.04.) Autant dire : exploitez-les, ils en raffolent !

5

« Les plus pauvres se révoltent moins contre l'exploitation par le capitalisme que contre le fait que le capitalisme les ignore ! »

Daniel Cohen

Pour un professeur à Normale supérieure, voilà une erreur d'arithmétique de niveau maternelle inférieure. En achetant la paire de gants 1 euro à l'étranger, Ève ne fait que soustraire 1 euro à la dépense intérieure. Ce qui supprime l'équivalent, en emploi intérieur, de la quantité de travail nécessaire pour produire un bien d'une valeur de 1 euro. Pas plus, mais pas moins. Certes, Ève a bien réalisé des économies. Et, en consacrant 1 euro à acheter des gants importés très bon marché, elle peut sans doute s'acheter plus de choses que quand elle payait 10 euros ses gants fabriqués en France. Elle a bien *« plus de richesses qu'avant »*... Mais ce « plus de richesses » est uniquement pour elle, pas pour le pays. Car désormais elle ne dépense en France que 9 euros au lieu de 10. Il est donc faux de conclure : *« Ce pouvoir d'achat additionnel que vous avez va créer des emplois. »*

6

Il faudrait toutefois que le gouvernement, écoutant les conseils du *senior adviser*, continue à supprimer des emplois publics. Dans son quotidien préféré, *Le Monde*, Daniel Cohen écrivait en septembre 2003 : *« Une fois avalées quelques dernières pilules amères, comme l'ouverture du capital d'EDF, la France aura accompli le gros de l'adaptation à l'Europe et au monde qui empoisonne sa vie politique depuis vingt ans. »* Vingt ans au cours desquels Daniel Cohen et son copain Alain Minc ont vécu *« la mondialisation heureuse »*.

7

CONNIVENCES et COMPLAISANCES

Le petit Nicolas et Serge July

♥♥♥♥ La rubrique de l'amour ♥♥♥♥

♥ Mercredi 23 novembre 2005
Philippe Val, directeur et propriétaire de l'hebdomadaire anti-arabe *Charlie Hebdo*, salue le livre *« solidement documenté, avec notes et références »* de Caroline Fourest, journaliste à *Charlie Hebdo*.

♥ Dimanche 4 décembre 2005
Nicolas Sarkozy, ministre de la Police, estime sur RTL que l'intellectuel sarkoziste *« M. Finkielkraut est un intellectuel qui fait honneur à l'intelligence française »*.

♥ Jeudi 5 janvier 2006
Le journaliste du *Point* Christophe Ono-dit-Biot juge que le livre d'Alain Duhamel, chroniqueur du *Point*, fait *« un véritable carton »*.

♥ Dimanche 29 janvier 2006
Jean-François Kahn qualifie Franz-Olivier Giesbert, directeur du *Point* et animateur d'une émission de copinages littéraires sur France 3, d'*« ami proche de* Marianne *»*.

♥ Mercredi 1er février 2006
Dans *Politis*, Denis Sieffert fait une nouvelle fois la critique favorable d'un livre de son copain ex-trotskiste Edwy Plenel, dont *Politis* a salué tous les ouvrages. Il s'agirait d'*« un plaidoyer vibrant »*, *« riche d'une réflexion profonde et sincère sur notre métier »*.

♥ Vendredi 3 février 2006
Éric Le Boucher, rédacteur en chef du *Monde*, est l'invité unique de l'émission *Le monde des idées*, présentée sur LCI par Laurent Greilsamer, directeur adjoint de la rédaction du *Monde*.

♥ Dimanche 5 février 2006
Le socialiste Dominique Strauss-Kahn résume ainsi son opposition à la politique de l'emploi du gouvernement Villepin : *« Moi je ne veux pas que mes enfants, que les enfants de M. Beytout soient précarisés. »* Nicolas Beytout est directeur du *Figaro*, ses enfants ne risquent rien. Ceux de son copain DSK et d'Anne Sinclair non plus.

♥ Jeudi 9 février 2006
Serge July salue *« l'ami Philippe Val, qui dirige Charlie »*.

♥ Jeudi 9 février 2006
Le béachélien Jean-Paul Enthoven, sous-chef des pages culturelles du magazine *Le Point*, fait l'éloge du livre de Jérôme Garcin, chef des pages Livres du *Nouvel Observateur*. Jérôme, n'oublie pas le prochain chef-d'œuvre de Jean-Paul !

♥ Lundi 27 février 2006
Nicolas Sarkozy conseille à un journaliste américain proche de Bush de lire les livres d'Alain Minc et de Nicolas Baverez

♥ Mercredi 1er mars 2006
Caroline Fourest et Philippe Val signent avec leur nouvel ami BHL un appel dans *Charlie Hebdo*.

Faut-il électrocuter les journalistes ?

Avions aplatis et pétroliers éventrés sont les friandises savoureuses des dérégulations libérales. D'autres événements, plus discrets mais tout aussi sucrés, surviennent semaine après semaine…

Quand près de 2 000 habitants de la Gironde, victimes de coupures d'électricité en ce jour de Noël 2005, voulurent savoir pourquoi ils avaient dû réveillonner aux sandwiches, ils se retournèrent bien évidemment vers leur journal. Et quelle ne fut pas leur surprise d'apprendre que ces coupures étaient dues au *« froid »* et aux *« vacances »* : *« Le froid persistant dans le département, conjugué aux fêtes de Noël, a entraîné une forte augmentation de la consommation »*. *Sud-Ouest* (26.12.05) reprenait en cela la propagande d'EDF. L'entreprise avait envoyé au front un communiquant, Alain Carré, dont les salades furent essorées sur toutes les ondes : *« Il y a un faisceau de circonstances. D'abord, vous avez pu constater comme moi que depuis plusieurs jours on vit en Gironde dans un froid persistant. Il y a les vacances de Noël donc il y a les résidences secondaires qui habituellement sont fermées qui là sont ouvertes*[1] ».
Chez les réveillonneurs, les sandwiches eurent d'autant plus de mal à passer que la température extérieure ne descendait pas en dessous de moins 5 degrés – ce qui ne constitue pas franchement un record de froid pour ce département. Quant à ceux des banlieues ouvrières de Lormont, Cenon ou Floirac, ils cherchent toujours les *« résidences secondaires »* de leurs communes.
La digestion de nourritures trop riches mobilisant tout le professionnalisme des journalistes de permanence, ces derniers avaient dû laisser ce jour-là les clefs de leurs boutiques à la direction de la communication d'EDF. En sachant que les usagers seraient les dindons de la farce. Car l'explication par « le froid » et « les vacances » était bien évidemment fausse. Elle dissimulait de surcroît les vraies raisons de cette panne : la privatisation rampante d'EDF.

L'entreprise, désormais prise dans l'engrenage de la dérégulation du secteur électrique, a modifié sa politique de versement des dividendes[2] à ses actionnaires. Avant, l'État se contentait d'un taux de 37,5 % du résultat net. Aujourd'hui, la Bourse demande 56 %. Pour satisfaire un tel appétit, deux techniques éprouvées : premièrement, augmenter les tarifs de l'électricité ; deuxièmement, réaliser un plan poétiquement intitulé « Altitude 7500 ». Autrement dit, et de façon plus triviale, dégager 7,5 milliards d'euros d'économies en trois ans. Pour ce faire, EDF applique désormais la méthode pratiquée par toute entreprise digne de ce nom : réduire les effectifs – 10 000 agents en moins – et les coûts. Sur le terrain, concrètement, cela donne les coupures du 25 décembre en Gironde. Plusieurs dizaines de transformateurs vont ainsi lâcher en cette nuit de Noël, pas à cause du froid, mais parce que le matériel vétuste n'est pas remplacé faute de pièces disponibles et d'agents de maintenance en nombre suffisant. Par exemple, ces fameux transformateurs ne sont plus redimensionnés quand la demande augmente lors de la construction de nouveaux lotissements. Il faut les rentabiliser au maximum, et l'adaptation du réseau se fait au minimum. Pour toujours plus d'économies (et de caresses à ses actionnaires), EDF traque le fournisseur à prix cassés et, en attendant, a cessé de s'approvisionner chez l'ancien fabricant italien, d'où un défaut d'approvisionnement. En l'espace de quelques années, le nombre d'agences d'exploitation chargées du réseau a été divisé par deux (6 sur 11). Les équipes d'astreinte ont vu leur zone d'activité s'étendre et leurs effectifs baisser, de cinq à trois, voire deux agents.

« Le libéralisme en marche », aurait pu titrer la presse du 25 décembre. Mais les médias savent parfois rester discrets. *Le Figaro* et *Le Monde* tairont les coupures de courant pour réserver plus de place à la propagande directoriale d'EDF. Comment s'en étonner ? L'annonce de l'entrée en Bourse d'EDF, en octobre 2005, avait déjà fait saliver de bonheur une majorité d'éditorialistes. *« Une privatisation bien encadrée »*, s'enthousiasme Patrick Lamm, des *Échos* (24.10.05). *« La chance d'EDF »*, claironne Jean-Michel Salvator, du *Figaro* (24.10.05). *« Lumière »*, s'époumone Pascal Aubert dans *La Tribune* (25.10.05). Quelques semaines plus tard, la cotation en bourse provoque un orgasme général. Et une ovation aux petits porteurs. *« EDF pète les plombs »*, s'égosille Erik Izraelewicz sur Europe 1 (18.11.05). *« Engouement populaire pour EDF »*, hurle Jean-Yves Hollinger sur RTL (18.11.05). *« Succès »*, clame à tout-va l'inusable Pierre Taribo de *L'Est républicain* (19.10.05). Quelques mois plus tôt, les mêmes avaient craché unanimement leur venin contre la résistance des militants de base de la CGT, lors du vote par le Parlement de la loi Sarkozy permettant l'entrée en Bourse d'EDF. *« Méthodes illégales »*, persiflait Alain Duhamel sur RTL (8.6.04). *« Obscurantisme syndical »*, grondait Yves Thréard du *Figaro* (9.6.04). *« Immobilisme »*, prêchait Guillaume Goubert de *La Croix* (10.6.04). *« On est évidemment là dans l'illégalité la plus complète »*, menaçait Nicolas Beytout sur Europe 1 (8.6.04). Une *« illégalité »* qui n'a rien à voir avec le fait de laisser des milliers d'usagers dans le noir et de mentir sur les raisons.

Bien sûr, les incidents comme celui de la Gironde ne sont pas isolés. En 2004, par exemple, le directeur d'EDF du Loir-et-Cher a été licencié pour *« abus de sa liberté d'expression »*, après avoir signalé au préfet que ses moyens en matière de maintenance du réseau avaient diminué fortement. Une fois encore, l'ensemble des médias nationaux n'en a soufflé mot. En attendant de nouvelles coupures, on a dû sabrer le champagne en ce jour de Noël à la direction d'EDF. Le froid, les vacanciers… Décidément, ces journalistes gobent n'importe quoi. Pour la prochaine panne, les responsables pensent à accuser le juge Burgaud ou la grippe aviaire. On ne sait jamais. Ça peut marcher…



1 Successivement sur TF1, France 2, France 3, France Inter, France Info, etc., du 25 décembre 2005.
2 Le dividende est la part de profit final de l'entreprise rétrocédée aux actionnaires pour les rémunérer.

Prix « libérés », pauvres gelés

Un des bienfaits de la dérégulation du marché de l'électricité et du gaz est l'augmentation sans fin des prix. Sur le marché libre de l'électricité, déjà en vigueur en France pour tous les clients professionnels depuis le début des années 2000 (industriels, commerçants, artisans, collectivités locales), les tarifs se sont envolés de près de 40 % en l'espace de quatre ans. Pour le moment, le prix régulé que les consommateurs domestiques paient n'a grimpé « que » de quelques pour cent. Du côté du gaz, ce n'est pas mieux. L'automne a été rythmé par une polémique autour d'une hausse de 13 % demandée par GDF au gouvernement. La presse claironnait le 1er novembre que cette hausse serait moindre car habillée de « gestes commerciaux », et qu'elle tournerait autour de 3,8 % en « moyenne ». Or, ce qu'aucun média n'a précisé par la suite c'est que cette hausse « moyenne » reflétait des réalités très différentes selon le volume de consommation et la catégorie de l'usager. Ainsi, les offices de HLM comptent au nombre des gros consommateurs les plus touchés par l'explosion des tarifs. Dans certaines cités, la facture d'électricité a bondi de 32 % en quelques mois. Ici, pas question de « ristournes » commerciales – ni de couverture médiatique.
Le Parti de la presse et de l'argent se chauffait alors contre les voitures en flammes. Cette hausse vertigineuse constitue pour le moment la réponse la plus concrète donnée aux prolétaires des banlieues après les émeutes de novembre 2005.

Un incendie ne fait pas le printemps

Les Florentins avaient-ils un plan B ?

L'histoire de ceux qui ont le ventre vide est toujours écrite par ceux dont la mangeoire est pleine, pour mieux faire oublier que le menu peuple s'est souvent réchauffé en mettant le feu à leurs palais. Ainsi de la révolte des Ciompi dans la prospère Florence du XIVe siècle, eux qui réclamaient leur part de « gras »...



Le 20 juillet 1378, plus de soixante-dix ans avant que Léonard de Vinci fasse son premier rot, Florence brûle : les travailleurs de la laine les plus exploités, les *Ciompi*, se sont armés ; ils ont quitté leurs quartiers excentrés où s'entassent les ouvriers et les immigrés les plus pauvres pour venir incendier les maisons des riches au cœur de la ville.
Totalement exclus, les *Ciompi* n'ont même pas le droit d'appartenir à leur corporation, l'« Art de la laine ». Celle-ci leur impose ses règles mais leur refuse tout droit politique. La ville est aux mains des manufacturiers du textile, des banquiers et des marchands internationaux cousus de florins.

« Ciompi ne signifie rien d'autre que tout ce qui est gras, sale et mal vêtu »

En juin 1378, une tentative d'instrumentalisation des miséreux par une faction de l'élite citadine met le feu aux poudres. Lassée par une guerre contre le pape qui s'éternise depuis trois longues années, la population gronde. Pour mettre fin à la monopolisation du gouvernement par les « gras » (le *popolo grasso*), qui font partie des Arts les plus prestigieux (comme celui de la laine), les *Ciompi* ont compris qu'il ne leur reste plus que l'épreuve de force. Le chroniqueur Alamanno Acciaiuoli, ancêtre d'Alain Duhamel, décrit les émeutiers comme *« des ruffians, des malfaiteurs, des voleurs* [...], *gens inutiles et de vile condition »*. Pour lui « Ciompi *ne signifie rien d'autre que tout ce qui est gras, sale et mal vêtu*[1] ».
Simoncino, un des meneurs arrêtés et torturés par les autorités, explique très clairement les motivations des ouvriers de la laine : *« Ils étaient mal traités par les officiers du métier qui les punissaient pour des peccadilles et par les employeurs qui les payaient mal : d'un travail qui vaut douze sous, ils en donnent huit*[2] ». Leur objectif ? *« Ils disent qu'ils veulent des consuls pour eux et qu'ils ne veulent plus avoir affaire ni avec les marchands lainiers, ni avec leur officier. Et ils disent aussi qu'ils veulent avoir part au gouvernement de la cité.*[3] »

Les conjurés planifient l'insurrection en élisant un comité de douze représentants chargés de coordonner l'action des différents quartiers. Moins d'un mois après les premières émeutes, le mardi 20 juillet vers 9 heures du matin, les cloches de plusieurs églises donnent le signal[4]. Les insurgés gagnent rapidement la place de la Seigneurie, et mettent le feu à tous les bâtiments occupés par ceux qu'ils exècrent : les palais des prieurs (ceux qui gouvernent la ville) et de l'Art de la Laine, les maisons du gonfalonier de justice (le chef du gouvernement), de certains lainiers et des plus riches familles florentines. Les prieurs flageolent, ils se barricadent dans leur palais, où ils amassent des provisions, et tâchent de se rassurer en s'empiffrant. Pendant ce temps, les insurgés ont élu trente-deux « syndics », qui obtiennent le soutien des Arts (sauf celui de la laine), dans l'église San Barnaba. Le lendemain matin, ce sont ainsi plus de dix mille révoltés qui lèvent le camp et s'en vont saccager et brûler à nouveau des palais.



Des vertus de l'incendie...

Le *popolo minuto* (les « menus », les travailleurs pauvres) triomphe et soumet aux prieurs affolés une pétition rédigée pendant la nuit : l'Art de la laine doit être purement et simplement supprimé, ainsi que les peines pour non-paiement de dettes ; le *popolo minuto* et ses représentants doivent être reconnus officiellement, obtenir une part des sièges au sein des instances de gouvernement et avoir les mêmes droits que les autres Arts ; le système des impôts, injuste, doit également être réformé.
Au palais, c'est la panique : *« Les prieurs,* écrit le chroniqueur Acciaiuoli, *allaient de-ci de-là, ne sachant pas quoi faire. Ils se regardaient l'un l'autre. Certains pleuraient, d'autres se tordaient les mains, d'autres se frappaient le visage. Ils étaient totalement désorientés.* [...] *Au-dehors montait une rumeur : la foule criait qu'elle voulait le départ des prieurs ; autrement, la ville serait livrée aux flammes,* [...] *et leurs femmes et leurs enfants arrêtés et tués sous leurs yeux*[5]. »
Le jeudi 22 au matin, la foule envahit le palais des prieurs, et l'un des trente-deux syndics, Michele di Lando (un peigneur), est élu gonfalonier de justice par acclamation. Mis à part la pendaison et le dépeçage, sur la place de la Seigneurie, du chef de la police, réputé pour son zèle répressif, les insurgés restent très disciplinés durant toute la révolte. Marchione di Coppo Stefani, un contemporain des événements, note que les émeutiers incendiaient les maisons des riches *« afin qu'on ne dise pas qu'ils volaient*[6] ». Lorsque deux gibets sont dressés sur la place, c'est un acte des émeutiers eux-mêmes pour dissuader les pillards, et non une décision de Michele di Lando pour mettre fin à l'insurrection, comme l'assure Machiavel, incapable d'imaginer que des ouvriers insurgés puissent être autre chose qu'une *« multitude débridée »* en proie à la *« fureur »*[7].

Pour la première fois, les *Ciompi* ont l'impression de pouvoir plastronner : ils disposent enfin d'une corporation, d'une milice propre, d'une bannière reconnue et de représentants politiques. Mais le nouveau gouvernement ne parvient pas à faire appliquer ses décrets, et la majorité des revendications de juillet restent lettre morte, tandis que de nombreux ateliers et boutiques ne sont toujours pas rouverts au début du mois d'août...
La colère gronde à nouveau : les *Ciompi* les plus déterminés se réunissent secrètement et établissent un nouveau programme, exigeant l'épuration de la nouvelle équipe dirigeante et la suspension du paiement de la dette publique. Mais, cette fois-ci, les membres des Arts mineurs (des travailleurs qualifiés pour la plupart) ne les suivent pas, et préfèrent faire bloc avec les « gras » pour préparer la réaction.

Le retour des « gras »

Accusés de vouloir donner le pouvoir à un tyran démagogue, les *Ciompi*, rassemblés le 31 août sur la place de la Seigneurie, font l'objet d'une véritable chasse à l'homme lancée par Michele di Lando aux cris de : *« Mort à ceux qui veulent un seigneur !*[8] ». Les bouchers et les taverniers sont les premiers à se jeter sur eux. Bilan : une vingtaine de morts, et la fin du régime des *Ciompi*. Un couvre-feu est imposé à la tombée de la nuit, tout rassemblement de plus de dix personnes interdit et les portes de la ville sont fermées. Les meneurs sont condamnés ou exilés, et, une à une, les conquêtes des *Ciompi* sont abolies par les « gras » revenus au pouvoir. En 1382, tout est fini. Les chroniqueurs peuvent commencer à effacer cette révolte de la mémoire collective, ou à la présenter comme une explosion de violence irrationnelle vouée à l'échec.

---

1 Cité dans M. Mollat et P. Wolff, *Ongles bleus, Jacques et* Ciompi. *Les révolutions populaires en Europe aux XIVe et XVe siècles*, Paris, Calmann-Lévy, 1970, p. 144.
2 *Ibid.*, p. 149-150.
3 Cité par J.-C. Zancarini, « La révolte des *Ciompi*. Machiavel, ses sources et ses lecteurs », *Cahiers philosophiques* n° 97, avril 2004, <www.cndp.fr/revuecphil/som97.htm>.
4 Le récit des événements est largement tiré de l'ouvrage d'Alessandro Stella *La révolte des Ciompi. Les hommes, les lieux, le travail*, éd. de l'EHESS, 1993.
5 Cité dans M. Mollat et P. Wolff, *op. cit.*, p. 151.
6 *Ibid.*, p. 144.
7 Voir Jean-Claude Zancarini, *op. cit.*
8 Cité dans M. Mollat et P. Wolff, *op. cit.*, p. 157.

LE PROCÈS… Jacques de Séguéla

Gardes, faites entrer l'accusé !

Une odeur de crème solaire pénètre le tribunal. Le sourire de Jacques Séguéla est à ce point figé qu'on le croit peint sur sa peau liftée.

Le juge d'instruction lit l'acte d'accusation : « Patron, plagiaire, publicitaire, vous êtes accusé d'avoir pollué nos existences par le biais des marques, dégradé la politique avec les "communicants", et œuvré au virage capitaliste de la gauche. Vous ambitionnez à présent de confier aux annonceurs le contenu des programmes de télévision. Vous avez déclaré dans *Le Nouvel Économiste* : "*C'est la publicité qui paie le spectacle de nos télévisions, pourquoi n'en serait-elle pas la coproductrice ?*" (26.1.06). Une telle menace pour l'humanité a motivé votre inculpation. »



L'accusé :

Monsieur le Président, votre cour sombre dans le racisme anti-marques. Or, j'ai expliqué dès 1999 que *« la publicité est le sponsor de la démocratie. Quand, dans un pays, il y a consommation, envie de travailler, de réussir, la démocratie marque des points. Nous donnons des leçons d'antiracisme au monde et nous pratiquons l'apartheid publicitaire*[1] ». Dans l'entretien avec *Le Nouvel Économiste* auquel vous faites référence, j'ai simplement rappelé que *« les grandes valeurs de l'Amérique ont été portées par les discours de leurs grandes marques : Coca-Cola la jeunesse, Marlboro la sérénité, Levis la liberté, MacDo la famille, Nike l'engagement personnel »*…

Le procureur :

Assez ! En 1980, avant que la « philosophie » de l'accusé ne contamine la gauche française, le Projet socialiste estimait, page 292 : *« La publicité, toujours plus envahissante, n'exerce pas seulement son influence indirecte sur le contenu rédactionnel des journaux qu'elle finance, encourageant ainsi le conformisme. Son contenu constitue une propagande permanente pour le modèle culturel dominant. »* Désormais, vous siégez au conseil d'administration de Havas en compagnie de Pierre Lescure, Vincent Bolloré et Laurence Parisot…

L'accusé :

Je n'ai pas la nostalgie des breloques archaïques. Je me suis réjoui que le PS, un parti de vieilles croûtes, soit enfin conquis par la modernité publicitaire. Dans mon livre *Le Vertige des urnes*, j'ai expliqué à mes amis DSK, Delanoë et Jack Lang que le vote était un « *acte de consommation comme un autre, à la différence de taille que le produit est un homme* ». Mais au fond je suis cyberlibertaire ! Pour moi, l'élection du futur sera « *celle du nomadisme intellectuel, du métissage et de la multiculturalité* ». Et *« la société de demain sera en réseau : le cyber, c'est une éjaculation précoce d'idéogrammes, un Nescafé télégraphique de mots »*. Certains grands intellectuels ont comparé mes théories aux fulgurances de Bonaparte !

La défense appelle à la barre… Laurent Joffrin !

Témoin de la défense :

Laurent Joffrin : Oui, dans un article du *Nouvel Observateur*, hé, hé !, j'ai bien comparé Bonaparte à *« un Séguéla de lui-même »*. J'admire ce camarade de socialiste qui a réconcilié la gauche et les euros. D'ailleurs, sans la pub de Jacques, un hebdo citoyen comme le nôtre disparaîtrait. Car enfin, ce ne sont ni les éditos assommants de Jean Daniel écrits depuis un palais de Marrakech, hé, hé, ni les déclarations d'amour de Jacques Julliard à Thierry Breton qui nous font vivre – et bien vivre, hé, hé !

Le procureur :

Gardes, faites évacuer ce pitre ! L'accusé ne répugne pas à faire usage de la censure. En 2002, Karl Zéro interdit la diffusion d'un reportage mettant en cause M. Séguéla, son partenaire en affaires. Il s'en explique en ces termes : *« À l'époque, j'étais en train de lancer* Le Vrai Papier journal, *et Séguéla y mettait de l'argent. Les journalistes du* Vrai Journal *le savaient et, pour m'emmerder, ils ont parlé de Séguéla. Je trouvais ça illégitime, je l'ai dit et je l'ai coupé à l'image*[2]. »

« C'est la publicité qui paie le spectacle de nos télévisions, pourquoi n'en serait-elle pas la coproductrice ? »

La défense :

Mais quel publicitaire n'utilise pas son influence pour défendre les valeurs de la démocratie ! Quant à Karl Zéro, pas besoin de faire très longtemps pression sur lui…

L'accusé :

On m'accuse d'égoïsme, mais ça ne tient pas debout. Le 18 novembre 1999, au lendemain d'attentats islamistes en Égypte, l'hebdomadaire de Laurent Joffrin m'interroge sur mes projets de réveillon. Ma réponse : *« J'ai affrété* Princesse-Eugénie, *un petit bateau de bois (50 cabines). On va remonter le Nil et le lac Nasser pour réveillonner à Assouan. On sera cinquante copains, avec enfants. Ça va de Guillaume Durand à Philippe Labro, Olivier Duhamel, Marie-France Pisier. Je milite pour que les gens n'aient plus peur d'aller en Égypte. »* La citoyenneté, c'est ça !

L'accusation :

Le slogan « La force tranquille », que M. Séguéla a vendu très cher à Mitterrand en 1981, il l'a plagié sur Léon Blum, qui employa cette formule en 1936.

La défense :

Vous voyez, Séguéla n'a rien inventé. En plus, il est inoffensif ! Il conseille la campagne d'Abdou Diouf, alors président du Sénégal depuis dix-neuf ans. Il lui suggère un slogan : « Ensemble changeons le Sénégal ». Diouf perd, naturellement… Mon client est engagé en 2000 par Luc Guyau et la FNSEA pour faire oublier José Bové et la Confédération paysanne. Nouveau slogan ridicule : « L'agriculture se conjugue au futur », pour une campagne d'1,5 million de francs. Résultat : on n'a jamais autant entendu José Bové, à croire que c'est le moustachu qui a été coaché par un publicitaire… Mon client devient actionnaire du journal de Karl Zéro : la publication coule après quelques numéros. Il s'associe à Christine Ockrent pour lancer un site de finances personnelles, BFMbiz : faillite une fois de plus. À Havas, Séguéla s'oppose à la prise de contrôle de Vincent Bolloré : Bolloré l'emporte. Avec Séguéla, la société ne court aucun danger. Pensez plutôt à ce qu'il adviendrait de sa peau bronzée à l'ombre d'une cellule.

L'accusation :

Irresponsabilité et incompétence ; le système de défense est habile. C'est oublier que M. Séguéla a assuré en 1997 la campagne présidentielle victorieuse de deux dictateurs africains, Eyadéma (Togo) et Omar Bongo (Gabon). L'année suivante, Eyadema était tout de même accusé d'*« exactions assimilables à des crimes contre l'humanité »* par Amnesty International…

La défense :

Mais Monsieur le Procureur, l'élection d'Eyadema a été truquée. Mon client ne pouvait donc pas la perdre ! Récemment, il a conseillé la campagne du candidat pro-russe Viktor Ianoukovitch en Ukraine. Là encore, il ne l'a emporté que grâce à des fraudes massives, et l'élection a été annulée. Quand la consultation est régulière, en revanche, mon client a fait ses preuves, si l'on peut dire : il est parvenu à faire battre Lionel Jospin par Jean-Marie Le Pen dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2002…

L'accusation :

Votre client est peut-être incompétent, mais il nous coûte cher. Dans les comptes de campagne de Jospin, le prix des conseils en communication fournis par l'équipe Séguéla-Fouks figurait pour 484 480 euros. Or l'essentiel de cette somme a été payé par le contribuable, sous forme de dotation publique aux partis. L'accusé dit adorer le marché, mais il préfère faire joujou avec l'argent de l'État.

La défense :

Assez ! Mon client, en qui l'accusation voit un chacal redoutable, n'est qu'un caméléon inoffensif, un Plenel sans la moustache, un Joffrin sans la barbiche, un Colombani sans l'embonpoint. Libérez-le !

Le président :

Maître, cessez, voulez-vous bien, de défendre l'accusé en invoquant les turpitudes d'autres justiciables qui n'ont pas encore été déférés devant notre cour.

Le verdict :

Jacques Séguéla est condamné à rissoler dans l'huile de bronzage.

---

1 *Le Monde*, 18.6.99.

2 *Les Inrockuptibles*, 27.3.02.